



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2529
20 janvier 2017
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Pour le monde du travail des nécessités vitales:

- **Halte aux suppressions d'emploi, répartition du travail entre tous**
- **Augmentation de tous les salaires et pensions**



Afrique:
Les sales guerres de Hollande

Page 8

Goodyear
Condamnés pour avoir défendu leur emploi

Page 14

La campagne de Nathalie Arthaud

Page 16



Face à tous les politiciens, faire entendre les exigences des travailleurs

Les débats de la primaire de la gauche ne sont guère tournés vers les préoccupations des travailleurs, et les sept prétendants incarnent la même politique.

Cinq ont été ministres de Hollande. On pourrait l'ignorer, tant ils essaient de se démarquer du bilan gouvernemental. Comme si c'était un autre parti que le PS qui gouverne depuis 2012! Même Valls, qui défend le bilan de Hollande, a le culot d'expliquer qu'il veut abroger l'article 49.3, dont il usa pour faire passer les dispositions antiouvrières des lois Macron et El Khomri.

Pour faire oublier leur bilan désastreux au pouvoir, les candidats essaient de se refaire une virginité auprès de l'électorat de gauche: Hamon avec le revenu universel, Valls avec le revenu décent, Montebourg comme « candidat de la feuille de paye ».

Derrière leur cinéma, tous sont comptables, au même titre que la droite, du recul de la condition ouvrière. Six millions de chômeurs, soit un million de plus qu'en 2012; neuf millions de pauvres, soit un million de plus: les classes populaires payent un lourd tribut. En cette période de froid, même l'hébergement d'urgence est débordé, à tel point que la moitié des appelants du 115 n'obtiennent pas de lit pour la nuit, faute de places!

Et il n'y a pas que les sans-abri et les chômeurs dont la condition s'est dégradée. Pour les ouvriers et les employés, la précarité augmente. Et l'histoire de Robert Marchand, le cycliste centenaire qui vit avec 900 euros de retraite, après avoir travaillé de 12 à 89 ans, illustre la condition de millions de retraités, vivant avec des petites pensions.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 ont distribué, en 2016, 56 milliards d'euros de dividendes – un record. Il y a en France 71 milliardaires en euros, un autre record. Le premier d'entre eux, Bernard Arnault, possède 39 milliards, deux fois plus qu'il y a cinq ans. Et on pourrait multiplier les exemples. Sanofi, qui fait chaque année des milliards de bénéfices et supprime des emplois, tout en étant gavé d'argent public, touche ces jours-ci le jackpot grâce à l'épidémie de grippe et à la vente de vaccins!

Outre les sept candidats à la primaire, le PS compte aussi deux dissidents, Macron et Mélenchon. Le premier était également ministre jusqu'en août dernier, après avoir été ban-

quier chez Rothschild. À son bilan: l'extension du travail du dimanche, avec ses conséquences sur la vie des salariés concernés, ou encore « l'ubérisation », avec ses chauffeurs de VTC qui gagnent à peine le smic en faisant 70 heures par semaine. Aujourd'hui, Macron n'a pas forcément grand-chose à dire, mais il tente de passer pour nouveau et de ratisser large. Chaque génération produit ce genre d'ambitieux.

Quant à Mélenchon, toujours admirateur de Mitterrand, il fut ministre sous Jospin. Au second tour en 2012, il a soutenu Hollande « sans traîner les pieds », mais surtout sans jamais préparer les travailleurs à se défendre face aux attaques pourtant prévisibles. Avec son slogan, « la France insoumise », il dénonce l'Europe ou l'Allemagne mais rarement les capitalistes bien français, pourtant responsables du chômage. Aujourd'hui, il veut incarner la « vraie gauche », se présente comme le candidat des ouvriers à qui il dit: « Votez pour moi » et je ferai ceci et cela. Balivernes!

La candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, se présente pour faire entendre les exigences vitales du monde du travail face à la crise.

Pour mettre fin au chômage de masse, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Pour cela, il faut prendre sur les profits. L'interdiction des licenciements et des plans de suppressions d'emplois est indispensable pour arrêter de fabriquer de nouveaux chômeurs.

Pour pouvoir vivre dignement, il faut une augmentation générale des salaires et des pensions d'au moins 300 euros mensuels. Pas un salaire ne devrait être inférieur à 1800 euros nets, et les salaires, les pensions et les allocations devraient être indexés sur le coût de la vie.

Les entreprises mentent sur leurs comptes, leurs projets, leurs produits et leurs bénéfices, aux dépens de leurs salariés et des consommateurs. Alors, il faut lever le secret commercial et bancaire. Il faut que les travailleurs contrôlent les comptes des grandes entreprises qui, comme les banques, exercent une dictature économique sur toute la société et la mènent à la catastrophe.

Les voix qui se porteront sur la candidature de Nathalie Arthaud feront entendre ces exigences et aideront à préparer les luttes de demain.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Primaire de gauche : des candidats dans la continuité de Hollande	4
La campagne du PCF : navigation sans boussole	4
Macron : flatteries et baratin	4
Présidentielle : tous d'accord pour offrir des milliards au patronat	5
Fillon : gymnastique et genuflection	5
De Castries : un soutien significatif	5
FN : les bonnes affaires du maire	5
Île Tromelin : l'écume du nationalisme	6
L'île aux esclaves oubliés	6
Gattaz et le récif perdu	6
Tarnac : mensonges d'État	6
Logement : un scandale permanent	7
Boulogne-Billancourt : solidarité après l'incendie d'un foyer	7
Saint-Ouen : "Pas d'élève sans toit!"	7
Wildenstein : des milliardaires au-dessus des lois	11
Riches : comme au temps des colonies	11
Toulouse : des collèges fermés au nom de la mixité sociale	11

DANS LE MONDE

États-Unis : avec Trump, les patrons au gouvernement	8
Afrique-France : les sales guerres de Hollande	8
Palestine : une conférence qui n'arrêtera pas la colonisation	9
Migrants : face au froid, une situation dramatique	9
Italie : Grillo, comique et contorsionniste	9

IL Y A 80 ANS

États-Unis 1936-1937 : la victoire retentissante des travailleurs de Flint	10
--	----

ENTREPRISES

MCSynchro : "une grève dont on est fiers"	12
Grande distribution : répartir le travail entre tous	12
Carrefour Rennes-Alma : contre le travail du dimanche	12
Euralis Maubourguet : grippe aviaire, le patron est immunisé	12
PSA - Rennes : les seuls emplois créés sont précaires	13

Dassault : les vœux d'un marchand d'armes	13
---	----

Pollution : particules fines, gros profits	13
--	----

Goodyear - Amiens : un jugement contre les travailleurs	14
---	----

Justice : de plus en plus de manifestants et militants poursuivis	14
---	----

ArcelorMittal - Dunkerque : l'État condamné	14
---	----

Groupe Allia : plan de licenciements retiré	14
---	----

Hôpitaux : grippe, les mensonges du gouvernement	15
--	----

Rennes : urgences surchargées	15
-------------------------------	----

Gouvernement : démagogie antifonctionnaires	15
---	----

CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

Selon que vous serez milliardaire ou ouvrier...	16
---	----

Supprimer la propriété privée des entreprises et des banques!	16
---	----

Sur le blog quand le froid est mortel	16
---------------------------------------	----

Réunions publiques et meeting de Paris	16
--	----

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Nathalie Arthaud en campagne : comptons sur nos forces militantes !

En ces temps de campagne électorale, l'inégalité de traitement entre les « grands » candidats et les « petits » saute aux yeux. Seuls semblent exister ceux qui, à droite ou à gauche de l'hémicycle, s'inscrivent dans le cadre de la perpétuation du système de domination de la grande bourgeoisie.

Le CSA, conseil supérieur de l'audiovisuel, est censé faire respecter un certain nombre de règles, sinon d'égalité de traitement des candidats déclarés à l'élection présidentielle, du moins d'équité, ce qui à ses yeux implique de tenir compte de ce qu'il appelle leur représentativité. Il s'agit de leurs résultats électoraux et d'une « contribution de chaque candidat à l'animation du débat électoral », cercle vicieux s'il en est. Les scores et les invitations à des grands débats largement médiatisés sont-ils indépendants des reportages, articles, journaux télévisés, émissions de toute sorte, faisant apparaître les politiciens à la moindre occasion, même la plus futile, et citant leur moindre parole ?

En vertu de ce genre d'équité, en janvier 2012 lors du début de la précédente campagne pour l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud avait été présente dans les médias 61 fois moins longtemps que Sarkozy, 43 fois moins que Hollande et 12 fois moins que Le Pen. Le candidat du NPA Philippe Poutou avait subi le même traitement inacceptable.

Actuellement, les chaînes de télévision et de radio n'ont d'yeux que pour les primaires, de la gauche après celle de la droite. D'autres candidats annoncés, Le Pen, Macron, Mélenchon, ont aussi l'exclusivité

de leurs micros.

Il n'y a pas à s'étonner que les grands médias, partie intégrante du système de domination de la grande bourgeoisie, au demeurant propriété directe des capitalistes ou plus ou moins soumis à leur pouvoir et à leur financement, s'arrogent le droit de faire l'opinion en donnant la parole aux politiciens qui défendent, d'une manière ou d'une autre, les intérêts exclusifs de la classe dominante. Ils pèsent d'autant plus que, depuis des années, le mouvement ouvrier est de moins en moins présent sur le devant de la scène, tant par la voix de ses organisations que dans la rue, et que les revendications ouvrières normales, un travail, un salaire décent, un logement, une retraite correcte, passent à la trappe.

Ceux qui font réellement fonctionner la société, ceux qui par leur travail permettent aux riches de l'être de plus en plus, ceux auxquels on impose le chômage, la précarité ou les cadences intenable, ceux qui doivent survivre de pensions de plus en plus insuffisantes, ne se font un peu entendre que lorsqu'ils se manifestent dans les rues, comme ils l'ont fait au printemps dernier contre la loi El Khomri.

Alors, dans cette campagne électorale où tout tend à focaliser le scrutin sur la droite dans une ou deux versions, ou la gauche



gouvernementale sous la forme d'anciens ministres, ceux qui se reconnaissent dans le camp des travailleurs que veut incarner Nathalie Arthaud ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur propre action, pour se faire entendre.

Candidate présentée par Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud veut se faire la porte-parole des travailleurs, ouvriers, chômeurs, retraités qui veulent faire entendre leurs exigences face à un système politique et social dirigé par et pour

les capitalistes.

Pour que cette voix porte, elle devra être relayée par toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans sa candidature, qui jugeront nécessaire qu'une communiste révolutionnaire soit présente et se fasse entendre malgré l'étouffoir du système médiatique.

Dans les immeubles, les quartiers, les bureaux, les ateliers, sur les marchés et devant les magasins, au bistrot, à la cantine, dans les foyers, les amphes et les salles de classe, les salles

de pause, il faudra faire connaître le programme de Nathalie Arthaud, un programme de revendications et de lutte pour le monde du travail.

Face aux multiples clones de Gattaz qui déclineront les promesses mensongères et les attaques futures, ce sera le moyen d'affirmer dans ces élections le refus du monde du travail de continuer à payer la crise du système, et son aspiration à vivre une autre société.

Viviane Lafont

Capitalisme : records d'inégalité

L'ONG Oxfam vient de publier un rapport sur les inégalités sociales à la veille du sommet de Davos, station huppée de Suisse, où se retrouve chaque année le gratin mondial de la finance et de la politique.

Selon ce rapport, la fortune des huit personnes les plus riches du monde dépasse ce que possède la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,6 milliards d'humains.

Devant pareille disproportion et son caractère choquant, certains se sont empressés de décrier ce rapport dans les médias. À les en croire, le mode de

calcul utilisé serait discutable. Peut-être. En tout cas, si Oxfam peut estimer, en 2017, que huit super-riches « valent » chacun près d'un demi-milliard d'hommes et de femmes, la même ONG avait dû aller en chercher 62 en 2016 pour arriver au même résultat, sur la base d'un mode de calcul identique, et là peu importe qu'il soit discutable ou pas.

On pourrait en déduire que la fortune des plus riches s'est considérablement accrue en un an. Ou que le peu dont dispose la moitié la plus démunie de l'humanité a fortement diminué dans le même temps.

Et plus probablement, que les deux phénomènes se sont combinés.

On peut ajouter qu'en se limitant à la France, les vingt individus les plus riches y possèdent autant que 40% de la population, soit près de 30 millions d'hommes, femmes et enfants. Et là, personne ne conteste ces données.

Le capitalisme accumule de façon toujours plus monstrueusement injuste les richesses à un pôle et la misère à l'autre. Il est temps que ce système disparaisse.

P.L.

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Saint-Denis

Samedi 28 janvier

à partir de 16 heures

Salle de la Légion-d'Honneur

6, rue de la Légion d'Honneur

Métro: Saint-Denis Basilique

Metz

Dimanche 5 février

à partir de 11 heures

CALP, 2A rue Mgr-Pelt à Metz-Plantières

Cercle Léon Trotsky

Soixante ans
après les indépendances,
l'Afrique

sous le joug de l'impérialisme

Vendredi 27 janvier 2017 à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites

avenue des Magasins-Général, Bâtiment 282

Aubervilliers - Métro: Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais 3 euros

Primaire de gauche : des candidats dans la continuité de Hollande

À l'occasion des débats télévisés, les sept candidats de la primaire de gauche se sont livrés au difficile exercice consistant à tenter de se distinguer les uns des autres, en prenant leurs distances avec Hollande tout en s'en revendiquant.

Sur un certain nombre de sujets, comme la dépénalisation du cannabis ou l'accueil des migrants, les candidats ont donc affiché des positions parfois tranchées et des désaccords, même s'ils ne l'ont pas fait quand ils occupaient un poste de ministre dans un des gouvernements de Hollande, ce qui a été le cas de la plupart d'entre eux.

Avec son revenu universel, Hamon a décroché selon la presse la palme du candidat le plus à gauche. Mais cette distinction médiatique est bien

significative du vide absolu des programmes pour ce qui concerne la vie des travailleurs, des chômeurs, des retraités. La question pour les classes populaires n'est pas de recevoir quelques centaines d'euros pour garder la tête hors de l'eau, mais d'avoir un travail, payé de manière à vivre dignement et pas à survivre.

Pour répondre à ces exigences vitales pour les classes populaires, les concurrents à la primaire à gauche sont tous disqualifiés car tous ont été

solidaires ou responsables, plus ou moins longtemps, de la politique antiouvrière des gouvernements Hollande.

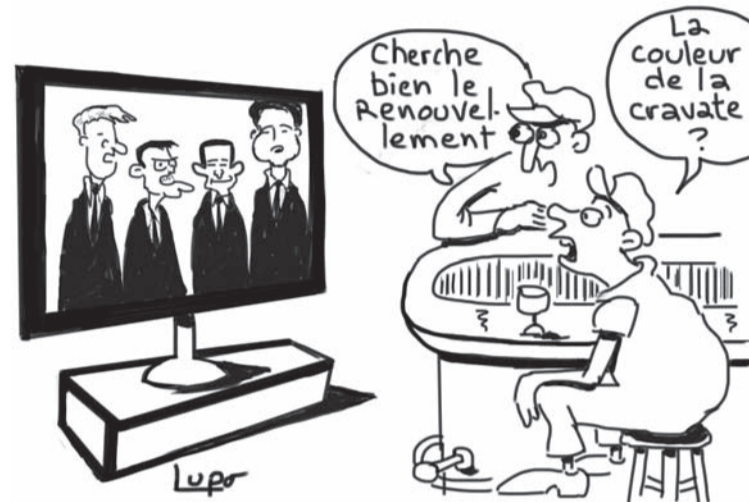
Face aux caméras, les sept prétendants ont eu à cœur de montrer qu'ils étaient des candidats responsables, revendiquant de continuer la politique sécuritaire et militariste de Hollande sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Peillon, Montebourg et Valls sont favorables à un budget de la Défense équivalent à 2% du produit intérieur brut, comme le réclame le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers. Hamon, lui, s'est déclaré favorable à un budget de la Défense représentant 3% du PIB.

Quand on ambitionne

d'accéder au plus haut niveau de l'État, il faut montrer en effet qu'il y a des sujets avec lesquels on ne plaisante pas. Et ces débats ont au moins eu l'intérêt de montrer, à ceux qui ne l'auraient pas encore compris,

que lorsqu'il est question de l'armée, de son budget et de toutes les affaires sérieuses de la bourgeoisie, tous les candidats sont alignés le doigt sur la couture du pantalon, prêts à servir!

Boris Savin



La campagne du PCF : navigation sans boussole

Samedi 14 janvier, la direction du PCF, qui soutient Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, a investi 253 candidats pour les élections législatives de mai prochain. Pierre Laurent, le secrétaire national, a expliqué que les campagnes présidentielle et législatives ne faisaient qu'une.

La direction du PCF sous-entend, ou plutôt espère, que les forces alignées derrière Mélenchon se retrouveront derrière les candidats estampillés PCF aux législatives. Et d'affirmer qu'un groupe de députés de son parti est indispensable pour défendre les classes populaires.

Mélenchon de son côté a accepté le ralliement du PCF, le soutien militant qu'il représente, sa capacité à rassembler les signatures d'élus nécessaires à la candidature présidentielle. Mais, dès qu'il a été certain d'avoir les signatures en question, il l'a annoncé publiquement, privant le PCF

d'un moyen de pression. Et le politicien sans scrupule, élève de Mitterrand, a aussitôt sorti sa liste de candidats aux législatives sans tenir aucun compte de ce que les élus ou candidats PC souhaitaient, sans parler des militants et encore moins des électeurs. C'est désormais lui qui a un moyen de chantage sur la direction du PCF, menaçant par sa concurrence de le priver de ses élus, ainsi que du poids social et du financement qu'ils représentent.

Les deux parties ont

encore quelques mois et une élection présidentielle pour trouver un terrain d'entente. Cela dépendra en partie du candidat qui sortira de la primaire du PS et de ce qu'il proposera ou pas à la direction du PC. Hamon et Peillon ne font-ils pas campagne sur le rassemblement de toute la gauche? Montebourg n'a-t-il pas espéré un moment bénéficier de l'appui du PCF? *L'Humanité* a, pour répondre au mépris affiché de Mélenchon, publié un article très flatteur sur

Benoît Hamon, montrant que toutes les portes ne sont pas fermées de ce côté-là.

Quoi qu'il en soit, la direction du PCF continuera d'affirmer, comme dans l'éditorial de *L'Humanité* du 16 janvier, que « sa seule boussole est l'intérêt des plus faibles, (...) de ceux qui subissent toutes les formes d'exploitation au travail ». Mais qui peut la croire devant de telles contorsions pour séduire d'anciens ministres socialistes?

Paul Galois

Macron : flatteries et baratin

Les réunions publiques de Macron, largement relayées par les médias, drainent du monde. Celui qui se positionne comme ni de droite ni de gauche commence son meeting par un grand moment de flatteries destinées à son auditoire.

À Lille, devant 5 000 personnes, il a donc rendu hommage à Roger Salengro, maire socialiste de Lille et ministre du Front populaire qui s'est suicidé après une campagne de

presse menée par l'extrême droite. Il n'a pas oublié de citer De Gaulle, Xavier Bertrand, président LR de la région,

Pierre Mauroy, maire puis ministre socialiste de Mitterrand et de souhaiter un bon rétablissement à Martine Aubry hospitalisée, qui s'était fait remarquer par son « *Macron, ras-le-bol!* ». Il s'agissait de faire comprendre que pour lui,

les gens du Nord, sont vraiment très bien.

Quelques jours plus tard, c'était au tour des Bretons d'être salués par Macron lors de son passage à Quimper. Exceptionnels aussi, ces Bretons!

Mais à part des propos de bateleur de foire, qu'a à dire Macron? Rien que de très banal, quand ce n'est pas du simple bavardage propatronal.

À la rubrique « travail », il faut « faciliter la vie des entrepreneurs, des indépendants, des professions libérales », en allégeant leurs « charges » et en simplifiant le droit du travail: la loi définit des principes qui seront négociés au niveau des entreprises. Voilà qui plaît à l'auditoire et rappelle une certaine loi El Khomri.

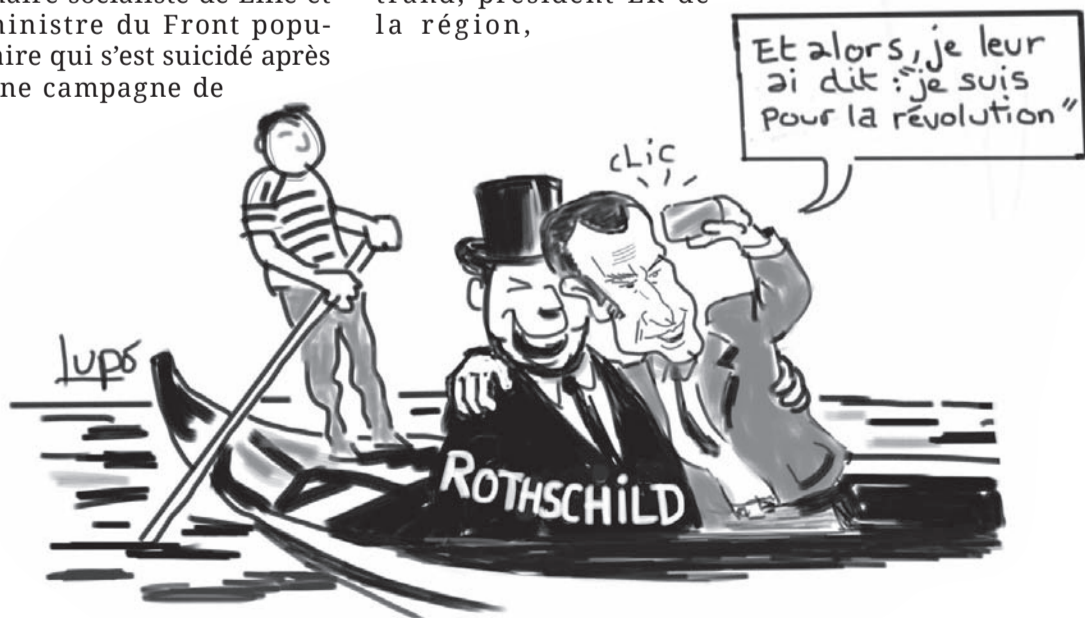
À l'école, il faut refuser le défaitisme, recruter les enseignants sur un projet, évaluer tout le monde, partout, ne pas désespérer les

élèves de milieu défavorisé qui pensent que les études ne sont pas faites pour eux. On croit entendre tous les ministres qui ont prétendu réformer l'éducation, sans s'en donner les moyens.

Quant aux migrants, il faut les accueillir car ils ont pris tous les risques et « ont défendu des principes, la liberté ». Il ne faut pas oublier nos « valeurs », ajoute Macron, ni nous renfermer dans notre hexagone, comme le veut le Front national. Mais il est nécessaire de s'entendre sur une politique migratoire et sécuritaire au niveau de l'Europe et de renforcer les frontières de l'espace Schengen.

Il paraît que Macron, bien qu'ancien ministre, apparaît comme un homme « neuf ». On ne sait pas s'il sera un jour président mais il a déjà des chances comme roi du baratin.

Sylvie Maréchal



Présidentielle : tous d'accord pour offrir des milliards au patronat

Les cadeaux aux entreprises à travers la fiscalité, les aides directes à la recherche et au développement, les subventions multiples dans tous les domaines, sont déjà en temps normal la ligne de conduite de tous les gouvernements de droite comme de gauche et le poste le plus important des dépenses de l'État.

Sous le quinquennat de Hollande, les aides aux entreprises ont encore augmenté avec le pacte de responsabilité, le CICE et la nouvelle diminution programmée de l'impôt sur les sociétés, pour atteindre 41 milliards d'euros supplémentaires rien que pendant la dernière année du quinquennat. Le prétexte est toujours de permettre aux entreprises d'embaucher. Mais au même moment le chômage touche plus de 6 millions de personnes, un million de plus en cinq ans. Et rien que les quarante plus grandes entreprises cotées en Bourse, dont beaucoup ont supprimé des emplois, ont distribué l'an

dernier 56 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Cette politique d'aides aux entreprises ne crée aucun emploi et ruine les finances publiques, mais l'ensemble du monde politique est favorable non seulement à la continuer mais à l'accentuer encore.

Il suffit de passer en revue les programmes proposés par l'ensemble des candidats à la présidence de la République. Du côté de la droite, Fillon prévoit 40 milliards de baisse de charges pour les entreprises. Marine Le Pen a affirmé vouloir faire de la France un pays dont on pourra dire « *heureux comme un entrepreneur en*

France », avec à la clé la proposition de baisser l'impôt sur les sociétés qui y réinvestiraient leurs bénéfices. Au milieu de l'échiquier politique, l'ancien banquier Macron promet surtout de baisser les charges sur l'emploi. Du côté de la primaire à gauche, il n'y en a pas vraiment un pour rattraper l'autre. Si tous n'ont pas le ton ouvertement patronal de Sylvia Pinel qui propose de réduire le taux de l'impôt sur les sociétés à 20 %, aucun ne remet en place par les gouvernements Hollande. Il faut dire que la plupart des postulants en faisaient partie. La déclaration d'amour de Valls aux entreprises du haut de la tribune du Medef résume son bilan en la matière, et son programme pour l'avenir. Au mieux certains candidats comme Hamon ou Peillon parlent de conditionner certaines

aides à des efforts de formation, de recherche ou de progrès écologiques. Mais pour la plupart ils font plutôt des propositions dans le sens d'accentuer encore les cadeaux. Montebourg veut donner trois milliards d'euros pour aider à la mise en place du télétravail, diminuer les charges foncières des entreprises et leur promet 100 milliards d'euros en cinq ans pour la rénovation thermique des bâtiments.

Quant à Mélenchon qui souhaite se donner un visage de plus en plus présidentiable, son programme est volontairement embellissant. Pas de suppression du CICE mais sa transformation pour financer la transition énergétique; pas de suppression des aides publiques et des exonérations d'impôts mais une réévaluation de leur efficacité; pas d'augmentation de l'impôt sur les sociétés mais



une refondation pour le rendre plus égalitaire entre les petites et les grosses. Il n'y a aucune révolution fiscale dans tout cela contrairement à ce qu'il prétend, mais un programme volontairement flou pour faire illusion.

L'ensemble des candidats qui aspirent à prendre les rênes du gouvernement sont ainsi d'accord pour poursuivre le pillage des caisses publiques au profit du patronat.

Gilles Boti

Fillon : gymnastique et genuflexion

Samedi 14 janvier, à la tribune du conseil national des Républicains, Fillon a prétendu riposter à ces « balles qui sifflent de partout », y compris dans son camp. Et en effet, après la primaire, la droite reste le même panier de crabes où certains, des ex-sarkozystes notamment, se sentent lésés dans la distribution des rôles.

Laurent Wauquiez, ex-porte-flingue de Sarkozy, avait pris prétexte de la position défendue par Fillon contre le cumul des mandats pour monter au créneau contre le candidat de droite à la présidentielle. Estrosi, lui aussi ex-soutien de Sarkozy, avait fait part de ses états d'âme à l'occasion du meeting de Fillon à Nice, le 11 janvier, son premier déplacement depuis la primaire à droite : « *Si je suis un ami de François Fillon, je ne suis pas filloniste* », a déclaré Estrosi. Ces péripéties illustrent à quel exercice Fillon s'attache

désormais : maintenir le silence dans les rangs et ratisser le plus large possible.

Ainsi, à Nice, Fillon a

Un soutien significatif

L'ancien PDG d'AXA a officiellement soutenu François Fillon mardi 17 janvier, vantant entre autres son autorité, sa fermeté, sa vision du monde, son expérience, ses valeurs : un portrait tout en nuances.

C'était déjà un secret de polichinelle tant la proximité entre le poulain de la droite et Henri de La Croix de Castries, descendant

de maréchaux d'empire et officier de réserve chez les parachutistes, avait été rendue publique dès la campagne des primaires de la droite. Quittant son manoir de Beaucé, l'ancien Premier ministre s'était ainsi rendu à plusieurs reprises chez son ami et grand bourgeois de Castries en son château du Gâtine pour y peaufiner son

programme. Nulle surprise non plus si le programme de démantèlement de la Sécurité sociale livrée aux appétits des requins de la finance est taillé sur mesure pour satisfaire les gros actionnaires des assurances, dont de Castries lui-même qui possédait encore pour 44,2 millions d'euros en actions d'AXA à la fin de

commencé son intervention par des envolées sur l'immigration dignes d'une Le Pen et s'est engagé à imposer des quotas de migrants. Il était allé rencontrer quelques heures auparavant des policiers à la frontière franco-italienne. « *La France doit non seulement lutter contre l'immigration illégale mais elle doit aussi réduire son immigration*

légale au strict minimum », s'est emporté Fillon.

Plus discrètement, depuis un mois, Fillon multiplie les rencontres avec Bayrou, dont le ralliement ne serait pas du meilleur effet puisque celui-ci avait appelé à voter Hollande en 2012. Mais Fillon recherche les voix de l'électorat centriste.

Le candidat des Républicains a beau proclamer : « *Pas de zigzags, pas de camomille. Je ne m'appelle pas Hollande* », il doit se livrer à la gymnastique habituelle pour un candidat à l'Élysée : faire le grand écart tout en se prétendant droit dans ses bottes. S'il est élu, il gouvernera de toutes façons à genoux devant la bourgeoisie et le patronat, tout comme Hollande avant lui.

Boris Savin

l'année 2016.

Jouant les enfants de chœur, il s'est dit blanc comme neige. Il est vrai qu'il semble plutôt promis au poste de ministre des Finances, d'où il pourrait présider à la suppression de l'ISF, qu'il paie lui-même; si toutefois son champion est élu président.

G.B.

FN : les bonnes affaires du maire

La mairie de Cogolin, dans le Var, est gérée depuis 2014 par le Front national. La commune est située au bord de la mer, dans le golfe de Saint-Tropez, ce qui suscite des convoitises. Le maire FN, Marc-Etienne Lansade, vient de céder à un promoteur un terrain boisé de 13 hectares dont 10 seront construits, le tout à

un prix inférieur de moitié au marché. Et ce n'est que la dernière d'une série de magouilles.

Tout cela est piloté par le « conseiller spécial en urbanisme » du maire, Jean-Marc Smadja, cousin d'Isabelle Balkany, et ancien dirigeant de la société chargée de l'immobilier à Levallois-Perret, la ville

des Balkany. Une commune où Lansade était gestionnaire de biens immobiliers, avant d'être parachuté à Cogolin. Cela ne s'invente pas.

Le FN s'est souvent voulu le parti « mains propres et tête haute ». Mais quand il est aux affaires, c'est plutôt main basse sur la ville...

Michel Bondelet



La marina de Cogolin.

Île Tromelin : l'écume du nationalisme

Devant la levée de boucliers soulevée par l'accord de cogestion de l'îlot Tromelin signé en 2010 par la France et l'île Maurice, le gouvernement a fait machine arrière mardi 11 janvier en ne le soumettant pas au vote des députés.

Depuis le début de l'année, de l'extrême droite jusqu'à dans les rangs du PS, les déclarations souverainistes et même colonialistes se sont multipliées. À l'initiative de Philippe Foliot, député UDI, soutenu par un confrère du PS et un autre de LR, une pétition a été lancée

contre ce projet. Ils le jugent « scandaleux », car il cède une partie du territoire national, « dangereux » car il ne mettrait pas fin aux revendications de l'île Maurice (en arrivera-t-on à voir ce petit pays coloniser un jour tout le territoire de la France?) et « déséquilibré » puisqu'il n'y

a aucune contrepartie. Voilà même qui pourrait aussi ouvrir la voie à d'autres pays pour revendiquer certains de ces confettis d'îles, dites « îles Éparses », dispersées dans les océans. « Jusqu'où la France peut-elle se rabaisser ? », se demandent les auteurs de ce texte. Même son de cloche, aussi virulent, du côté de l'extrême droite, où Marine Le Pen s'insurge contre ce « mauvais coup » porté à la France qui « amputera le territoire national ».

Alors qu'il s'agit d'un

îlot de 1 km², on atteint les sommets du ridicule ! Découverte en 1722, l'île Tromelin, alors appelée l'île des Sables, était devenue propriété de la France, devenant ensuite une étape dans le trafic d'esclaves entre l'Afrique et La Réunion. Pendant des années, l'île Maurice avait revendiqué cet îlot perdu dans l'océan Indien, mais surtout, ce qui est nettement plus intéressant économiquement pour ce petit État, les 280 000 km² de

zone économique exclusive (ZEE) offrant des possibilités de pêche et d'exploitation des hydrocarbures.

L'accord de cogestion signé entre les deux États avait déjà été présenté pour ratification devant le Parlement français en 2013, le gouvernement avait reculé une première fois devant le même genre de réactions nationalistes. À croire que la Moonwalk de Michael Jackson est devenue l'une de ses spécialités.

Marianne Lamiral



L'île aux esclaves oubliés

Tromelin, l'îlot sur lequel la France garde jalousement sa souveraineté, est un confetti d'empire dont l'histoire est chargée des horreurs de la colonisation. Cette page sombre remonte au milieu du 18^e siècle, quand l'île de La Réunion et l'île Maurice avaient été colonisées par la France qui, grâce à l'esclavage, en avait fait des possessions sucrières profitables.

En 1761, un bateau négrier, chargé de 160 femmes, hommes et enfants malgaches, et se dirigeant vers l'île Maurice, alors française (l'île de France), s'échoua sur les récifs de l'îlot inhabité. La majorité des esclaves, enfermés dans les cales, périrent noyés. Mais l'équipage français et une soixantaine d'esclaves parvinrent à gagner l'îlot et ils reconstruisirent un bateau plus

petit avec les matériaux de l'épave. Le capitaine repartit avec l'équipage français, laissant les esclaves sur place en leur promettant de revenir les chercher. Mais il ne revint jamais.

Ce n'est qu'en 1776 que le chevalier de Tromelin se rendit sur l'îlot qui allait porter son nom. Seuls sept femmes et un enfant y avaient survécu, et ils furent emmenés sur l'île de France. En 1781,

l'histoire des naufragés de Tromelin fut citée par Condorcet pour dénoncer l'inhumanité de la traite négrière. Des fouilles archéologiques, menées de 2006 à 2016, ont documenté la façon dont ces esclaves « oubliés » avaient pu survivre, ou pas, sur cet îlot désolé d'un kilomètre carré, qui culmine à 7 mètres, battu par les alizés et par les cyclones.

La fortune d'un pays riche comme la France s'est bâtie avec les horreurs de l'esclavage « en suant le sang et la boue par tous les pores », comme l'écrivait Karl Marx. Même un îlot aussi petit que Tromelin n'en est pas indemne.

Michel Bondelet

Gattaz et le récif perdu

Pierre Gattaz, le président du Medef, s'est inquiété du projet sur l'île Tromelin qui, d'après lui, pourrait créer « un précédent » pour d'autres pays et remettre en cause « la souveraineté de la France sur d'autres îles, menaçant ainsi sa Zone économique exclusive (ZEE), véritable atout dans la compétition mondiale ». Et Gattaz de

demander aux députés de « veiller [...] à ce que la France ne se prive pas d'un potentiel économique et de créations d'emplois avant de ratifier cet accord ».

Il fallait vraiment un Gattaz pour nous apprendre que cet îlot de 1 km² où rien ne pousse représente un potentiel économique, voire même la possibilité de création

d'emplois autres que ceux des trois fonctionnaires français affectés à l'entretien de la station de surveillance des cyclones qui est automatisée...

Gattaz a juste oublié de défendre les poissons de la ZEE, qui perdraient alors leur nationalité française et tomberaient aux mains de pêcheurs mauriciens...

M.L.

Tarnac : mensonges d'État

Mardi 10 janvier, la Cour de cassation a confirmé la décision prise en juin 2016 par la cour d'appel de Paris d'abandonner la circonstance aggravante « d'entreprise terroriste » à l'encontre de Julien Coupat, de sa compagne Yildune Lévy, et de six autres personnes du prétendu « groupe de Tarnac », accusés sans preuve d'avoir organisé le sabotage d'une ligne TGV à l'automne 2008.

Ils sont cependant renvoyés devant un tribunal correctionnel. L'affaire est donc loin d'être close huit ans après les faits.

S'il est avéré qu'un fer à béton a bien été posé sur un caténaire en Seine-et-Marne dans la nuit du 7 au 8 novembre 2008, occasionnant un retard pour un TGV, le reste du dossier est vide. Des preuves ont été fabriquées, les avocats de la défense accusent les policiers d'avoir rédigé un faux procès-verbal de filature et un relevé bancaire certifie la présence de Yildune Lévy à un distributeur de billets à Paris au moment où elle est censée saboter la ligne TGV.

Ce qui sautait aux yeux dès le début de l'affaire a cependant été confirmé par la justice : la ministre de l'Intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie, avait monté de toutes pièces une affaire de terrorisme d'extrême gauche, anarchiste, s'appuyant entre autres

sur un pamphlet attribué à Julien Coupat, vendu en librairie, *L'insurrection qui vient*. Ni le président Sarkozy ni son Premier ministre Fillon ne pouvaient ignorer l'absurdité de l'opération. Mais la machine était lancée, des dizaines de policiers anti-terroristes investissaient le petit village de Tarnac. Julien Coupat allait rester six mois en prison et Yildune Lévy trois mois.

Alors que le candidat Hollande avait promis en 2012 de lever le secret-défense autour de l'affaire, la procédure s'est poursuivie sous la gauche. Il est vrai qu'entre temps, sur le terrain sécuritaire, celle-ci a fait entrer l'état d'urgence dans les mœurs, augmenté les pouvoirs de la police et instauré les assignations à résidence. De quoi multiplier les affaires Coupat dans les années qui viennent.

Boris Savin



Devant le tribunal correctionnel de Limoges en 2015.

Logement : un scandale permanent

Le bilan de la loi Dalo vient d'être rendu public. Cette loi, publiée en 2007, devait obliger l'État à trouver un logement à toute personne mal logée qui en faisait la demande. Mais ce rapport montre qu'elle n'a abouti à rien. En 2014, 86 086 ménages ont tenté de bénéficier du Dalo, soit 43 % de plus qu'en 2008, mais seul un dossier sur trois a abouti.

La situation du logement est catastrophique. 12 millions de personnes sont touchées par la crise du logement, et 3,8 millions sont considérées comme mal logées, selon la Fondation Abbé-Pierre. Sur ces 3,8 millions, un million ne

disposent pas de logement et vivent dans des cabanes, des campings, des hôtels meublés, une voiture ou dans la rue.

Les logements manquent et les montants des loyers restent trop élevés alors que les classes populaires

subissent le chômage et les bas salaires. Le nombre de personnes qui se privent de chauffage à cause de son coût est en augmentation de 44 % par rapport à il y a dix ans.

En dix ans, de 2001 à 2012, le nombre de sans-domicile a augmenté de 50 %, d'après une enquête de l'Insee. Un licenciement, une expulsion suite à des loyers impayés faute d'un salaire suffisant peuvent avoir comme conséquence directe de se retrouver à la rue.

Durant le « plan hiver », la préfecture est censée s'engager à accroître les capacités d'accueil pour les sans domicile fixe et toutes les personnes en situation d'urgence sociale, femmes battues ou jeunes en rupture familiale, par exemple. Mais chaque jour, des milliers de sans-abri en sont réduits à tenter de joindre le 115 pour ne pas dormir dans le froid. Mais devant l'afflux de demandes, le standard du Samu social est partout constamment

saturé. Le numéro d'urgence reçoit entre 4 000 et 5 000 appels et n'arrive à répondre qu'à un peu plus d'un millier.

La ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, n'en a pas moins assez de culot pour tirer un bilan positif de l'augmentation du nombre de places d'hébergement, alors qu'il reste très largement insuffisant. Cela ne suffira pas à cacher une situation scandaleuse.

Aline Rétesse

Boulogne-Billancourt : solidarité après l'incendie d'un foyer

Mardi 10 janvier, 7 à 800 personnes ont manifesté à Boulogne-Billancourt, en banlieue parisienne. Il s'agissait de montrer leur solidarité vis-à-vis des habitants du foyer de travailleurs immigrés de la rue Nationale, victimes d'un incendie criminel.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre, un incendie démarrait dans le hall d'un des bâtiments, faisant un mort et plusieurs blessés. La police décelait des traces d'hydrocarbures et d'un accélérateur de combustion. D'autre part, juste avant l'incendie, la caméra qui surveillait l'entrée avait disparu, la loge du gérant avait été vidée et la porte d'entrée, d'ordinaire toujours ouverte, était bloquée.

La gestion du foyer, qui comporte 328 chambres, a été confiée depuis 2011 à Coallia. Depuis lors, les immeubles sont laissés à l'abandon. Les toilettes et les douches – qui sont collectives – sont fréquemment inondées ou en panne. Fuites d'eau, fuites de gaz, coupures de courant, porte d'entrée dégradée sont le lot quotidien. Les résidents payent 215 euros par personne pour des chambres de 15m² où se trouvent trois lits.

Depuis des mois, le gérant refuse toute concertation et ne répond même pas aux

messages signalant les travaux nécessaires. Au mois de mai, suite à la fermeture de la cuisine collective, lieu de convivialité et d'échange, les locataires ont démarré une grève des loyers. Conseillés par des avocats, ils payent leurs loyers, mais les sommes sont provisoirement bloquées, selon une procédure légale.

La plupart des locataires habitent ce foyer depuis de nombreuses années. Ils sont retraités ou salariés dans le bâtiment, le nettoyage, les restaurants, les hôtels, l'industrie. C'est d'ailleurs un ouvrier qui partait travailler à l'usine Renault de Flins qui a décelé l'incendie à 3 h 30 du matin. Soixante résidents sont également employés par GPSO (Grand Paris Sud-Ouest) dans les services publics des villes avoisinantes.

Ce foyer a été construit en 1974 avec le concours de la Régie Renault. Longtemps les usines Renault ont occupé tout un quartier de Boulogne. Depuis leur



destruction, le quartier est en pleine rénovation et le foyer occupe des surfaces qui intéressent les promoteurs. N'est-ce pas ce qui explique le refus de travaux, la dégradation des conditions de vie des résidents, peut-être même cet incendie ?

En réponse, les responsables politiques se sont empressés de calomnier les habitants. Le ministre de l'Intérieur a déclaré à l'AFP : « C'est un foyer qui pose problème, avec activités et restaurants clandestins. L'ambiance y est délétère avec des rixes entre résidents et des trafics. » Il a

même été jusqu'à parler de « règlements de comptes internes ». Quant au maire de la ville Pierre-Christophe Baguet (Les Républicains), son premier communiqué s'intitulait « Le foyer doit fermer » et il ne comportait pas un mot de solidarité avec les victimes.

Dimanche 18 décembre, à l'appel des résidents, ce sont donc plusieurs centaines d'habitants indignés qui se sont rassemblés au foyer. De nombreuses associations et des élus ont apporté leur soutien. Pierre Gaborit, conseiller municipal PS depuis de longues années, a confirmé que jamais

la police n'avait été amenée à intervenir dans le foyer. Et l'avocat des résidents a souligné qu'il était important de se mobiliser pour réclamer que l'enquête soit confiée à un juge d'instruction. En effet, tant qu'elle reste dans les mains de la police, les avocats n'ont pas accès au dossier.

Mardi 10 janvier, jour de la manifestation, près d'un mois après l'incendie, l'enquête était toujours dans les mains de la police. De nouvelles actions ont été décidées.

Correspondant LO

Saint-Ouen : "pas d'élève sans toit!"

Jeudi 12 janvier, une centaine d'enseignants, de parents, et d'élèves se sont rassemblés devant la mairie de Saint-Ouen derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Pas d'élève sans toit. »

Le rassemblement était organisé par les enseignants du lycée Blanqui pour soutenir sept jeunes qui y sont scolarisés. Ces lycéens se retrouvent en effet sans hébergement depuis bientôt deux mois. Une lycéenne, élève en terminale, a ainsi dû dormir dehors

durant deux semaines avec sa mère et sa plus jeune sœur, dans des abribus ou des parkings. Ces familles contactent souvent le 115, mais le service, saturé d'appels, ne répond pas. Seules quelques nuits d'hôtel leur sont parfois proposées, de façon épisodique.

Alertés, les professeurs ont organisé une collecte pour prendre en charge des nuits à l'hôtel ou pour louer un studio et ont trouvé ensuite des hébergements temporaires. Mais du côté des pouvoirs publics, il n'y a pas

eu la même réactivité, c'est le moins qu'on puisse dire.

La mairie de Saint-Ouen par exemple, contactée à plusieurs reprises, ne s'est même pas fait représenter lors de la manifestation devant ses locaux. Il y a eu une vague promesse émanant de la préfecture avant les vacances de fin d'année, et peu de temps avant le rassemblement, un représentant du ministère du Logement a téléphoné au lycée, sans qu'il y ait pour l'instant de propositions concrètes.

La notion d'urgence n'est visiblement pas la même pour le ministère du Logement ou la préfecture

et pour les jeunes concernés. La mobilisation continue donc.

Correspondant LO



Rassemblement devant la mairie de Saint-Ouen le 12 janvier.

États-Unis : avec Trump, les patrons au gouvernement

L'approche de son investiture, le 20 janvier, n'a pas ralenti le rythme des tweets de Donald Trump. Cela focalise l'attention des médias sur ses déclarations exagérées, contradictoires et souvent mensongères, sans éclairer vraiment sur la politique qu'il va mener. En revanche, si une chose est sûre, c'est qu'il mènera une politique propatronale, dans la continuité d'ailleurs d'Obama. L'équipe gouvernementale qui se met en place y est tout à fait apte.

Tout ce cirque n'a que peu de rapport avec les décisions que cette équipe prendra vraiment lorsqu'elle sera au pouvoir. La carrière des uns et des autres étant beaucoup plus parlante que leurs déclarations publiques.

Trump, en premier lieu, s'il aime à se poser en défenseur des travailleurs américains, est un patron dont la fortune provient de l'exploitation de ses employés. Tillerson, habitué en tant que PDG de la multinationale pétrolière ExxonMobil à donner des ordres aux gouvernements des pays inféodés aux États-Unis, accomplira la même tâche en tant que ministre des Affaires étrangères. L'ex-général Mattis, dont les troupes qu'il commandait en Irak ont tué des civils et tiré sur des ambulances lors de la bataille de Falloujah en 2004, va diriger le Pentagone. Ce n'est pas sous sa direction que vont s'arrêter les crimes dont se rend coupable l'armée américaine, en tant que bras armé des nombreuses interventions impérialistes.

Le futur ministre du

Travail est, comme Trump, un homme d'affaires : Andrew Pudzer a fait fortune grâce à deux chaînes de restaurants, Carl's Jr et Hardee's, et surtout au travail de leurs 100 000 salariés. Les mauvaises langues disent que les 170 000 dollars que Pudzer a donnés à Trump pour sa campagne électorale ont été récompensés par sa nomination au gouvernement ; cet investissement étant un langage politique que Trump comprend parfaitement.

De nombreux employés des restaurants de Pudzer se plaignent de semaines de travail de 60 heures sans heures supplémentaires rémunérées et de pressions pour ne pas prendre les pauses. À l'annonce de sa nomination, il a démenti ces infractions à la loi et a précisé que 95 % de ses restaurants étaient franchisés et qu'il n'était donc pas responsable. Mais sa compagnie a, au fil des ans, payé des millions de dollars pour éviter des procès qui auraient nui à son image de marque.

Une loi récente de l'État



La Trump Tower de New York, la tour symbole de la fortune de Trump.

de Californie prévoit que le salaire minimum y sera porté à 15 dollars de l'heure en 2022. Pudzer a pris position contre. Il a affirmé son mépris des travailleurs non qualifiés en déclarant : « Comment payer 15 dollars de l'heure quelqu'un qui sert des glaces ? »

Pudzer a aussi multiplié les déclarations accusant la réglementation du travail d'empêcher les patrons de créer des emplois. À propos de la Californie, il s'est plaint qu'« on ne peut plus

être un capitaliste dans cet État », faisant abstraction des riches patrons de la Silicon Valley.

Ce futur ministre du Travail a une cible : les travailleurs et les quelques droits qu'ils ont, limitant un peu l'exploitation patronale. Pudzer a d'ailleurs sa solution : les remplacer par des machines car « elles sont toujours polies, elles ne prennent jamais de vacances, ne sont jamais en retard, ne se plaignent jamais et ne reprochent pas à l'employeur

de pratiquer des discriminations basées sur l'âge, le sexe ou la race ».

On comprend que Trump ait nommé Pudzer au gouvernement : il a toutes les qualités requises pour aider le patronat à accroître l'exploitation. Un siècle après, on pourrait croire que Trump a décidé d'illustrer la formule de Lénine qui expliquait que les gouvernements sont le conseil d'administration de la bourgeoisie. On ne saurait mieux dire.

Lucien Déroit

Afrique-France : les sales guerres de Hollande

Le sommet Afrique-France qui s'est clos à Bamako samedi 14 janvier avait été organisé pour permettre à François Hollande de vanter, devant un parterre de 35 chefs d'État du continent, l'action de la France en Afrique, dont l'intervention militaire au Mali devrait être le symbole.

La révélation pendant le sommet de l'assassinat d'un enfant de dix ans par l'armée française est cependant venue ternir l'image exemplaire que voulait donner de cette intervention le président français. Soupçonné d'être un guetteur pour le compte d'un groupe djihadiste, cet enfant a été tué le 30 novembre. Il avait été chargé par ses parents de rassembler des ânes pour aller chercher de l'eau. Les nomades qui ont rapporté les faits ont alors vu deux hélicoptères survoler leur campement, avant d'entendre des tirs. Quelques heures plus tard, un hélicoptère s'est posé et des soldats français en sont descendus.

Un général français a reconnu, lors d'une réunion dont l'hebdomadaire *Jeune-Afrique* a pu se procurer le procès-verbal, qu'il s'agissait d'enterrer sommairement la victime.

Loin d'être une opération exemplaire comme voudrait le faire croire Hollande, l'intervention militaire au Mali est une sale guerre. Elle fait des victimes dans la population, sans éradiquer le terrorisme, et en lui fournissant même de nouvelles recrues. Lorsque les soldats français sont intervenus il y a quatre ans, ils ont certes chassé les groupes djihadistes des villes de Tombouctou et de Gao où ils faisaient régner la terreur, mais depuis la

sécurité n'est pas pour autant revenue au Mali. La menace des groupes armés s'est même étendue à l'ensemble du pays, et ils ont fait leur apparition pour commettre des attentats jusque dans la capitale. Les pays voisins, comme la Côte d'Ivoire ou le Burkina Faso, ont à leur tour été frappés.

« Quand la France est en Afrique, elle ne cherche pas à exercer une influence, à peser sur les choix politiques d'un pays et encore moins à capter ses ressources », a osé affirmer Hollande dans son discours. Pour ce qui est des choix politiques, les exemples du Mali et de la Centrafrique, les deux principales interventions françaises, prouvent exactement le contraire. Ibrahim Boubacar Keita, l'actuel président du Mali, a été élu lors d'un scrutin où n'étaient présents que des amis de l'impérialisme français, à l'issue d'une « transition » pilotée de

Paris qui a permis d'évincer les putschistes qui avaient renversé le président Amadou Toumani Touré.

Quant à la Centrafrique, le président Faustin Archange Touadéra est issu d'un cheminement semblable. Le président Michel Djotodia, chef des bandes de la Séléka qui occupaient Bangui, a été remplacé par une présidente « de transition », Catherine Samba Panza, lors d'une réunion tenue dans la capitale tchadienne sous la pression insistante d'Idriss Déby, le dictateur tchadien ami de l'impérialisme français. Après cela, le gouvernement français n'a eu de cesse qu'aient lieu des élections, même si le président élu ne devait avoir aucune autorité au-delà de Bangui.

Quant à la captation des ressources africaines, la présence de Pierre Gattaz, le président du Medef, à la tête d'une délégation de soixante entreprises, dont Veolia,

Bolloré ou Thales, prouve au contraire qu'elle est bien un des buts, et même l'objectif essentiel, de la présence française en Afrique. Ce n'est pas pour rien que les anciennes colonies représentent pour les grands groupes français un marché privilégié par rapport à d'autres pays, comme le Nigeria ou l'Éthiopie, où leur part est beaucoup plus faible. Elles peuvent y compter sur des présidents et des hommes politiques qui savent que Paris est prêt à assurer leur maintien au pouvoir, y compris militairement.

Hollande concluait son discours en affirmant aux chefs d'État africains : « Vous pouvez être sûrs que la France sera toujours à vos côtés parce que c'est son histoire ». Une histoire faite d'un pillage du continent et qui a continué sous Hollande.

Daniel Mescla

Palestine : une conférence qui n'arrêtera pas la colonisation

La conférence de Paris officiellement destinée à raviver le processus de paix israélo-palestinien s'est tenue le 15 janvier. Les représentants de 70 États et ONG ont en conclusion signé une déclaration de principe affirmant leur soutien au « règlement juste, durable et global du conflit », dans le but de parvenir à une « solution négociée avec deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité ».

Que de belles paroles, surtout quand on sait qu'elles ont été prononcées en l'absence du représentant de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et du chef du gouvernement israélien, Netanyahu, qui a de son côté exprimé son mépris pour cette rencontre « futile », cette « imposture palestinienne sous les auspices de la France », « ultime soubresaut du passé avant l'avènement de l'avenir ». En effet, avec un Hollande organisateur sur le départ et un John Kerry, secrétaire d'État américain, remplacé quelques jours plus tard, rien dans ce sommet ne pouvait moins ressembler à une prise de position contraignante des

grandes puissances à l'égard de la politique colonisatrice d'Israël envers les territoires occupés.

Netanyahu s'est d'ailleurs senti renforcé, après la rebuffade toute symbolique qu'avait représentée pour lui, trois semaines auparavant, le vote de l'ONU sur la fin de la colonisation à tout va, obtenu grâce à l'abstention des États-Unis. Le signal envoyé par le nouveau président, Donald Trump, quelques jours avant son investiture, s'engageant à déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, constituait en effet un soutien ostensible aux nouvelles implantations de colons israéliens, dont celles



Des soldats israéliens contre des manifestants palestiniens.

de Jérusalem-Est qui visent à priver la Cisjordanie de continuité territoriale. Une telle déclaration du chef de l'impérialisme américain équivaut à une reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, et à un appui de taille aux ultra-réactionnaires dont Netanyahu tient à se conserver les bonnes grâces.

Trump ne fait d'ailleurs qu'amplifier et traduire

politiquement, et grossièrement, un soutien qui existait de longue date à la politique guerrière du pouvoir israélien à l'égard des Palestiniens. Que signifie d'autre l'accord signé en septembre dernier, qui prévoit d'accorder à Israël une aide militaire de 38 milliards de dollars pour les dix prochaines années ?

Quant au timide froncement de sourcils de Hollande

à l'endroit du « Bibi » dont il se voulait l'ami, non seulement il n'aura été d'aucun effet, mais il n'aura été d'aucun poids face aux éternelles déclarations de soutien des gouvernements français successifs vis-à-vis du pouvoir israélien, même dans ses opérations les plus meurtrières à l'égard de la population de Gaza.

Viviane Lafont

Migrants : face au froid, une situation dramatique

La vague de froid en Europe met les réfugiés et les migrants en grand danger, s'inquiète le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés.

Déjà, plusieurs d'entre eux sont morts de froid et d'épuisement, deux Irakiens et une Somalienne après leur arrivée en Bulgarie, et un jeune Afghan de 20 ans à la frontière entre la Grèce et la Turquie. Mais les températures glaciales sur l'est de l'Europe et les Balkans mettent en péril tous ceux qui n'ont que des tentes ou des abris de fortune pour se protéger, et plus encore ceux qui n'ont d'autre choix pour dormir que la rue. En Serbie, cite l'organisation, ils seraient un millier, dont des

enfants.

Le HCR dénonce par ailleurs la chasse aux migrants et aux réfugiés qui se poursuit dans des pays situés le long de la route des Balkans. Ceux-ci sont poursuivis et refoulés, leurs téléphones leur sont confisqués ou détruits pour les empêcher de demander de l'aide, cela va même jusqu'à leur arracher leur couverture (comme le font aussi des policiers parisiens), et même les vêtements que des braves gens leur apportent. À cela s'ajoutent les extorsions, les

abus et les violences physiques de la part de gangs criminels.

Les gouvernements européens, qui auraient largement les moyens d'accueillir dignement les victimes des guerres que leur politique impérialiste a déclenchées, assistent à cette détresse sans rien faire. On ne peut servir deux maîtres, dit un dicton. Les dirigeants européens sont d'abord au service des puissances d'argent, ils laissent les pauvres dans leur misère, aussi bien ceux vivant sur leur territoire que les réfugiés qui auraient un urgent besoin d'aide.

Marianne Lamiral



Des migrants en Serbie.

Italie : Grillo, comique et contorsionniste

Les 15 élus européens du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, qui se présente comme antisystème, faisaient jusqu'à présent partie au Parlement de Strasbourg du groupe eurosceptique « Europe de la liberté et de la démocratie directe ». Mais voilà, l'autre poids lourd est le parti britannique Ukip, et c'est justement le succès du discours anti-Europe en Grande-Bretagne et la victoire du Brexit qui annoncent la dislocation prochaine de ce groupe parlementaire et la

nécessité de trouver un autre point de chute.

Au Parlement européen, il faut être affilié à un groupe pour pouvoir intervenir dans les sessions plénières, mais aussi pour obtenir des fonds et des moyens. Grillo a donc dû se mettre en quête d'un nouveau groupe parlementaire prêt à accueillir ses 15 « grillons ».

Celui des Verts a repoussé ses avances, car les positions pour le moins confuses, voire clairement xénophobes, de Grillo sur

les migrants étaient inacceptables pour lui.

Grillo a donc ensuite courtisé l'Alde, l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, qui regroupe la plupart des partis de la droite et du centre. L'Alde, dont le dirigeant était encore fustigé quelques mois auparavant comme « l'eurodéputé collectionneur de postes » et dont le Mouvement 5 étoiles dénonçait les positions europhiles, s'est tout à coup transformé en un groupe « dont nous partageons les valeurs

de démocratie directe, de transparence et d'honnêteté ».

Hélas, la romance a été tuée dans l'œuf. Grillo a bien réussi à faire avaler la couleuvre à son mouvement : seuls deux de ses députés européens n'ont pas voulu se transformer en partisans convaincus de l'Union européenne après en avoir été de farouches opposants et, lors de la consultation en ligne, une majorité s'est prononcée pour le ralliement à l'Alde. Mais entre-temps, c'est l'Alde qui a reculé et

renoncé à l'alliance avec le M5s qui pour elle restait trop éloigné sur « des questions européennes cruciales ».

Commentant cette rebuffade, Grillo a déclaré sans rire : « Toutes les forces se sont liguées contre nous. Nous avons fait trembler le système comme jamais auparavant. » Grillo dénonce à longueur de blog « l'establishment des politiciens professionnels », mais loin de le faire trembler, il se montre tout à fait digne de lui.

Nadia Cantale

États-Unis 1936-1937 : la victoire retentissante des travailleurs de Flint

Le 30 décembre 1936, une grève avec occupation démarrait à l'usine Fisher n°1 de General Motors (GM) à Flint dans le Michigan. Après 44 jours d'une lutte acharnée contre le patron le plus puissant du monde, des dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile le faisaient plier et obtenaient de pouvoir se syndiquer au grand jour.

La crise commencée en 1929 avait été terrible pour les travailleurs américains. En 1932, le chômage touchait 13 millions de travailleurs, 13 autres millions ne travaillaient plus qu'à temps partiel. La faim réapparaissait dans le pays le plus riche du monde. Mais pour les actionnaires, les profits étaient vite revenus arrondir les fortunes, malgré la crise.

La dictature patronale

À Flint, où 80 % de la population dépendait de GM, une commission officielle notait : « *Aucune famille ne peut vivre décemment avec de telles paies. Dans les quartiers des ouvriers, les foyers sont des taudis, avec sol en terre battue, murs nus et sans toilettes. L'hygiène y est déplorable et les enfants sous-alimentés.* »

Dans les ateliers où ils tenaient des cadences à la limite de leurs forces, les ouvriers subissaient la brutalité de l'encadrement, secondé par des mouchards rétribués par GM pour dénoncer tout ouvrier qui aurait commencé à contester. Les jeunes ouvrières devaient se méfier du harcèlement sexuel des contremaîtres, tout-puissants.

Suivant les à-coups de la production automobile, GM licenciat chaque année de nombreux ouvriers à la période creuse. En conséquence, la paie moyenne

des 40 000 ouvriers de GM avait diminué de 40 % depuis 1929. Pendant les mois de chômage, les ouvriers allaient à la soupe populaire et pouvaient quémander un prêt auprès de GM, qui les tenait ainsi en quasi-servitude.

Les travailleurs relèvent la tête

La centrale syndicale AFL (American Federation of Labor) ne s'intéressait pas au sort de ces ouvriers sans qualification, et cela bien qu'à partir de 1934 le prolétariat américain montrât des signes évidents d'une combativité explosive. Les grèves se multipliaient au point qu'une partie de l'appareil se sépara de la vieille AFL, passée depuis longtemps dans le camp du patronat, pour constituer une nouvelle centrale : le CIO (Congress of Industrial Organizations). À sa tête se tenaient des bureaucrates qui constataient que les ouvriers se jetaient dans la lutte sans attendre l'AFL et qu'il fallait créer un nouveau syndicat sans quoi les travailleurs se seraient organisés de toute façon en dehors de tout contrôle d'un tel appareil.

Dans l'automobile, un nouveau syndicat adhérent du CIO, l'UAW, se créa en 1935. Il s'appuyait sur des militants du Parti communiste qui étaient prêts à



L'usine Fisher n°1 de General Motors à Flint occupée par les ouvriers.

affronter GM dans son fief de Flint, et à mettre leur énergie au service des dirigeants du CIO.

À l'été 1936, l'UAW ne comptait que 100 adhérents à Flint, dont un certain nombre de mouchards placés là par GM. Les militants ouvriers agissaient pourtant dans les usines avec précaution, laissant des tracts sur les carrosseries qui avançaient sur les chaînes. Ceux-ci pouvaient être lus par des centaines d'ouvriers avant que des chefs en rage ne les ramassent.

Lors d'une grève sur le tas contre le renvoi de deux ouvriers qui protestaient contre l'augmentation des cadences dans un atelier de carrosserie de l'usine Fisher n°1, GM céda au bout de quelques heures.

À partir de là l'organisation syndicale recruta ouvertement dans cette usine, puis dans d'autres. En novembre l'UAW comptait 1 500 adhérents dans les usines de GM à Flint, en décembre elle en comptait 4 500.

Grève avec occupation

Le 28 décembre la grève démarra sur une initiative locale à l'usine GM de Cleveland, à 350 km de Flint. Craignant la contagion, GM organisa le déménagement des outils de presse, mais cette manœuvre provoqua la grève. Le 30 décembre, les usines Fisher n°1 et n°2 furent occupées par leurs ouvriers.

L'occupation fut un atout considérable. Au bout de quelques jours les sbires de la direction furent expulsés des usines occupées. Les grévistes, organisés par groupes de quinze, découvrèrent la puissance de leur organisation.

Les ouvrières furent renvoyées chez elles, le syndicat leur demandant de s'occuper de la cuisine de grève, où 200 volontaires servirent des milliers de repas par jour. Mais les plus militantes revinrent aux portes des usines, forçant les hommes à accepter leur adhésion au syndicat et leur participation directe à la grève : en

porte-à-porte, elles s'opposèrent à la propagande de GM et gagnèrent à la lutte nombre d'habitants de Flint. Certaines formèrent une brigade d'urgence, mobilisable jour et nuit pour faire échec aux coups fourrés du patron.

GM, rapidement obligé de fermer des usines par manque de pièces, obtint qu'un juge ordonne l'évacuation des usines occupées à Flint. Mais un scandale éclata à l'avantage des grévistes lorsque le syndicat révéla que ce juge possédait plus de 3 000 actions de l'entreprise.

Les grévistes affrontent la police...

Dans la soirée du 11 janvier, GM coupa le chauffage et l'approvisionnement en nourriture des grévistes de l'usine Fisher n°2 et envoya la police la reconquérir de force. Les grévistes répondirent aux gaz lacrymogènes, offerts par GM à la police de Flint juste avant la grève, en bombardant leurs agresseurs avec des pièces d'automobiles et en les arrosant avec des lances à incendie, armes redoutables en période de gel. Alertée par les reportages radio en direct, la population de Flint commença à arriver sur les lieux de l'affrontement et la police s'enfuit, blessant tout de même quatorze grévistes par balle. Les ouvriers restaient maîtres du champ de bataille.

Le lendemain, des travailleurs venus d'autres villes ouvrières et la foule populaire de Flint vinrent voir de leurs yeux le lieu de la défaite de GM. La peur changea de camp. Dans les usines encore en activité, les ouvriers prirent en masse leur carte syndicale auprès des militants, en ville on fit la queue devant le local de l'UAW pour adhérer.

Fin janvier, la production de GM avait chuté de 80 %, mais la compagnie ne s'avouait pas vaincue. Elle recruta une milice pour épauler la police locale. La justice ordonna à nouveau la fin de l'occupation. Le gouverneur du Michigan, un démocrate élu avec les

voix des ouvriers et surtout le soutien des appareils syndicaux, mit la garde nationale en alerte à Flint, et fit pression sur l'UAW pour que les usines occupées soient évacuées avant toute négociation. La ténacité des ouvriers de GM, vue comme un exemple par les travailleurs du pays, inquiéta jusqu'au président Roosevelt qui, à Washington, exerça une pression similaire sur les dirigeants du CIO.

... et font plier GM

En riposte, l'UAW prépara secrètement l'occupation de l'usine de moteurs Chevrolet n°4. Grâce à une ruse qui attira les cadres et les vigiles de GM vers une autre usine, elle fut occupée le 1^{er} février. Immédiatement la garde nationale encercla cette usine, braquant mitrailleuses et obusiers sur les grévistes qui l'occupaient. Mais la garde nationale fut elle-même entourée d'une foule de 15 à 20 000 travailleurs mobilisés en faveur de la grève, cherchant à gagner les soldats mais se préparant à les affronter.

Enfin, le 11 février, la direction de GM rencontra à Detroit les dirigeants de l'UAW et du CIO, accepta de les reconnaître comme les représentants des ouvriers des usines en grève.

La grève se concluait victorieusement. Elle devait être le point fort d'une montée ouvrière qui se traduisit par 700 grèves importantes avec occupation dans la seule année 1937, et qui allait durer encore des années. Les grévistes, se lançant avec détermination dans des luttes contre le patronat et l'État coalisés, montraient toute la force que pouvait avoir la classe ouvrière. Cette mobilisation malheureusement ne déboucha pas sur une offensive contre le système capitaliste, mais les victoires retentissantes remportées par les travailleurs contre la bourgeoisie la plus puissante du monde restent une expérience et une leçon inoubliables.

Lucien Déroit



La Garde nationale contre les grévistes en janvier 1937.

Wildenstein : des milliardaires au-dessus des lois

Guy Wildenstein, héritier d'une lignée de riches marchands d'art, et ses co-accusés, viennent de bénéficier d'une relaxe générale alors qu'ils étaient accusés de « fraude fiscale et de blanchiment en bande organisée ».

Pourtant, la procureure avait requis contre le principal accusé quatre ans d'emprisonnement et 250 millions d'amende, en qualifiant les faits de « fraude fiscale la plus sophistiquée et la plus longue de la V^e République », en dénonçant des « procédés, des montages conçus par des professionnels avertis, à destination d'une famille qui a vécu dans l'opulence en payant peu d'impôts, ce que les citoyens du monde ne supportent plus ».

Par ailleurs, le fisc réclame son dû, soit 500 millions d'euros d'impôts... après négociation avec les Wildenstein.

Les juges ont parlé de « patrimoine dissimulé sur plusieurs générations avec une claire intention d'évasion patrimoniale ». Mais prétextant que le tribunal ne pouvait conclure en l'absence de preuves directes, ils ont relaxé les Wildenstein.

Ce n'est pas la première fois que cette pauvre famille fait la une des gazettes. Le père, Daniel Wildenstein, était un très très riche marchand de tableaux, comme l'était d'ailleurs le grand-père. Il était appelé « l'homme aux 10 000 tableaux » possédant, entre autres, 20 tableaux de Renoir, 25 Courbet, 10 Cézanne, 10 Gauguin, 2 Botticelli, 8 Rembrandt, 8 Rubens, et 180 Bonnard. Sa fortune était évaluée entre 5 à

10 milliards d'euros. En 1998, il avait été contraint de signer un accord financier avec l'ex-femme de son fils qui menaçait de révéler ses accointances commerciales avec les nazis pendant l'Occupation.

Quand le père est mort en 2001, ses deux fils, Guy et Alec, ont essayé d'écarter leur belle-mère de la succession. Lui ayant fait croire que son mari était mort ruiné, ils lui ont fait signer une renonciation à l'héritage. Mais celle-ci s'est rebiffée, a porté plainte, les accusant entre autres de dissimulation de biens. La cour de cassation avait donné raison aux fils contre la belle-mère, en jugeant en 2009 que « l'évasion du patrimoine dans des sociétés étrangères et des trusts était conforme à la tradition familiale de transmission des biens aux héritiers directs ».

Malgré ces déballages et ce Dallas à la française, le gouvernement, l'administration fiscale et la justice se sont d'abord empressés... de ne rien faire. Que Guy Wildenstein soit proche de Nicolas Sarkozy et membre fondateur de l'UMP, que son ami Eric Woerth ait été ministre du budget, cela avait sans doute quelque rapport avec la myopie de l'administration fiscale. Mais la ténacité de la belle-mère a fini par déclencher, par ricochet, une enquête et après quinze ans, fisc et justice ont dû s'intéresser aux



Guy Wildenstein devant l'un de ses nombreux tableaux de maîtres.

petits secrets de la famille.

Lors de sa mise en examen, les juges ont reproché à Guy Wildenstein de cacher « les propriétés immobilières du Kenya, des îles Vierges britanniques, du 740 Madison Avenue et du East Street à New York, les parts de la Wildenstein & Co, diverses galeries d'art, le tout logé dans des trusts ». Précisons que la propriété au Kenya est un ranch de 30 000 hectares, avec

200 bâtiments, 50 lacs artificiels, un zoo et un hôpital privé, et la propriété des Îles Vierges, une île entière acquise en 1981, pour que le yacht familial puisse y accoster. On peut y ajouter une résidence en Suisse, une écurie de courses à Chantilly, un château dans l'Essonne...

L'essentiel de la fortune de la famille était logée dans des « trusts », ces entités financières discrètes

domiciliées dans des paradis fiscaux et destinées à frauder le fisc. Pendant des dizaines d'années, cela n'a gêné ni le gouvernement, ni le fisc, ni la justice.

Depuis 2011, la loi a été modifiée, et ce genre de pratique serait « répréhensible ». Malgré cela, les Wildenstein n'ont pas été condamnés, ni même blâmés. Cela juge aussi... la justice.

Bertrand Gordes

Riches : comme au temps des colonies

Mardi 10 janvier, un humoriste de France Inter a consacré sa chronique à une information rendue publique début novembre par l'association Survival, dénonçant les safaris-chasses du milliardaire français Benjamin de Rothschild, 20^e fortune de France.

Au Cameroun, le baron de Rothschild est propriétaire d'une entreprise de safaris de luxe : moyennant la somme de 55 000 euros, ses riches clients en mal de

grand frisson s'achètent le droit d'abattre un éléphant de forêt.

Pour organiser les safaris, construire les routes et les lodges climatisés avec piscine, l'entreprise du baron a fait expulser de leur territoire un peuple de chasseurs-cueilleurs, les Bakas. Ceux-ci ont reçu l'interdiction formelle de pénétrer sur le territoire du safari, sous peine de représailles sanglantes. La police locale, des soldats et des gardes

forestiers armés n'hésitent pas à frapper, tirer, envoyer leurs chiens contre ceux qui osent encore s'aventurer dans la forêt. D'après Survival, en 2015, trois campements bakas ont été incendiés par les employés du safari et des actes de torture ont été commis.

Pour protéger la planète des méfaits des très riches, la seule méthode, comme a conclu à juste titre la chroniqueuse, c'est la révolution !

Julie Lemée

Toulouse : des collèges fermés au nom de la mixité sociale !

Le conseil départemental de la Haute-Garonne et le rectorat de l'académie de Toulouse ont décidé de fermer les collèges Raymond Badiou (ex-La Reynerie) et Bellefontaine, dans le quartier populaire du Mirail.

Le prétexte invoqué est qu'il faudrait promouvoir la « mixité sociale » et ne pas laisser les élèves de ces « quartiers ghettos » entre eux. Or ces établissements ont été délaissés en y supprimant des postes (par exemple celui de documentaliste, de psychologue, ou de directeur de section spécialisée). Ces collèges se sont vidés petit à petit et les résultats au brevet chutent. La solution des « saboteurs » serait maintenant de les fermer en répartissant les élèves sur d'autres collèges de la ville, dans l'attente de

la construction d'un nouvel établissement à la périphérie de ces quartiers. Outre la durée quotidienne de transport en bus que vont subir les élèves « répartis », il n'y a aucune garantie sur leurs conditions d'accueil dans leurs nouveaux établissements, qu'il s'agisse des effectifs par classe ou de l'encadrement.

En réalité cette fermeture illustre le désengagement de l'État qui n'a jamais mis les moyens suffisants pour pallier les difficultés supplémentaires que rencontrent les élèves de

ces quartiers. C'est contre cette situation que 70 professeurs de celui-ci ont fait grève le 10 janvier. Rassemblés devant le conseil départemental, ils ont dénoncé l'hypocrisie des pouvoirs publics et cette opération de communication, qui s'intègre parfaitement

dans la politique globale de démantèlement de l'éducation prioritaire.

Une nouvelle journée de grève était organisée jeudi 19 janvier contre ceux qui ont laissé pourrir cette situation depuis de nombreuses années et qui parlent aujourd'hui

de « mixité sociale ». Elle s'inscrivait dans le mouvement touchant des lycées d'autres villes qui appelaient ce même jour à une grève au niveau national pour le maintien des moyens en éducation prioritaire.

Correspondant LO



MCSyncro – Chanteloup : “Une grève dont on est fiers”



Après cinq semaines, les grévistes de MCSyncro, à Chanteloup dans les Yvelines, ont repris le travail lundi 16 janvier avec une prime de 300 euros pour tous les CDI, une garantie de travail jusqu'en juillet pour les intérimaires, et la promesse d'une renégociation de l'accord sur la participation aux bénéfices.

Le 13 janvier, le tribunal de Valenciennes a finalement validé l'emploi, pour remplacer les grévistes, de travailleurs détachés fournis par d'autres sociétés européennes du groupe auquel appartient MCSyncro. Avec une nouvelle curiosité : il n'a vu que neuf travailleurs détachés pour remplacer 20 grévistes et estime du coup que cela n'a pas pu avoir une telle incidence sur la grève...

Plusieurs dizaines de travailleurs détachés se sont succédé sur le site de Chanteloup, en plus d'agents de maîtrise venant d'autres sites, d'intérimaires recrutés après le début de la grève. Il paraît qu'il n'y a rien à redire à cela. Rien non plus au fait que la direction a fait déménager à plusieurs centaines de kilomètres le montage d'une grande partie des 5 000 roues livrées quotidiennement à PSA Poissy, ni au fait qu'elle a annoncé la fin immédiate de leur contrat aux intérimaires en grève.

L'inspection du travail n'est venue qu'une fois, au tout début de la grève. Constatant la présence de

travailleurs sans contrat et non inscrits au registre de l'entreprise, elle s'est contentée de demander qu'on lui envoie les contrats manquants. Ensuite on ne l'a plus revue, ni pu la joindre au téléphone, ni obtenu qu'elle rappelle le délégué syndical CGT.

Les grévistes n'oublieront pas ces leçons : les travailleurs en lutte ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Malgré les 300 euros obtenus en novembre, les 300 que la direction a maintenant dû céder et la semaine de congés payés des fêtes, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers d'euros de solidarité, la perte sèche de salaire reste importante. Les grévistes en CDI se sont d'ailleurs cotisés pour assurer aux intérimaires une prime de fin de grève que la direction leur refusait.

Tous sont fiers d'avoir tenu cinq semaines, à 20 sur les 22 du début, fiers de leur grève commune CDI-intérimaires, des relations nouées entre eux, de la solidarité que leur mouvement a rencontrée.

Correspondant LO

Grande distribution : répartir le travail entre tous

Le syndicat CFDT des magasins Auchan vient de lancer une campagne contre l'automatisation des caisses, voyant là la menace responsable de la suppression de 2 000 emplois de caissières dans les prochaines années. On comprend bien sûr l'inquiétude des caissières, mais l'automatisation des caisses est-elle le vrai problème ?

Dans les années 1960, le système des supermarchés a été conçu pour faire en sorte que dans ce type de commerce, les clients eux-mêmes fassent une partie du travail. Ils doivent utiliser leur voiture et payer l'essence pour faire leurs courses, se déplacer dans les rayons pour charger leurs courses dans les chariots, déposer eux-mêmes sur les tapis roulants des caisses leurs produits et les charger dans leur coffre. Grâce à ces économies importantes réalisées sur le travail des employés, les Leclerc, la famille Mulliez (Auchan), la famille Halley (Carrefour) ou Jean-Charles Naouri (Casino), ont bâti leur immense fortune.

L'idée des caisses automatiques est dans la continuité de cette politique. Il est évident que pour les patrons, ce système n'a qu'un intérêt : accroître leurs profits en réduisant le nombre d'emplois et en diminuant la masse salariale.

Mais cela fait des années qu'Auchan supprime des

emplois dans différents secteurs. La direction a eu une politique de fusion des rayons pour diminuer le nombre de travailleurs dans chaque rayon. Elle a cherché à augmenter l'amplitude des heures de travail en faisant commencer certains salariés à 3 heures du matin. Elle a aussi centralisé des services administratifs. Des milliers d'emplois ont été supprimés ainsi, sans plan de licenciements et même sans automatisation. Les derniers exemples à Auchan Tourcoing ont illustré ce que peut être la pression et l'exploitation dans ces magasins. Tous les jours, les travailleurs doivent courir dans les rayons, endurer la pression des chefs, les menaces etc. Et les caissières n'ont pas attendu la venue des caisses automatiques pour voir leurs conditions de travail se dégrader. La pression est importante pour ne pas prendre les pauses ou pour aller le plus vite possible, d'autant plus que la queue des clients aux caisses exerce aussi une grande

pression dans ce sens.

Centrer le problème sur celui des caisses automatiques est se tromper d'objectif. L'automatisation n'est pas responsable des suppressions d'emplois. Cette idée revient à camoufler les vrais responsables qui sont les capitalistes et leur avidité de profit. La famille Mulliez est à la tête d'une fortune estimée à 26 milliards d'euros, en augmentation de 13 % en un an. Autant dire qu'ils ont largement de quoi financer le maintien et même la création de milliers d'emplois pour répartir le travail entre tous, caisses automatiques ou pas.

Les caissières n'ont pas à choisir leur outil d'exploitation entre les caisses automatiques ou les caisses figées sur lesquelles elles multiplient les maladies professionnelles telles que les troubles musculo-squelettiques. En revanche, elles et tout le personnel de la grande distribution ont un combat à mener contre le patronat du secteur pour imposer qu'il prenne sur ses profits pour améliorer les conditions de travail et réduire les horaires tout en maintenant les salaires et les emplois.

Marion Ajar

Carrefour – Rennes-Alma : contre le travail du dimanche

La direction du groupe Carrefour a décidé d'ouvrir les hypermarchés le dimanche matin, comme le permet la loi Macron. Elle souhaite conclure un accord rapidement afin de contourner la convention collective d'entreprise qui stipule que les magasins doivent être fermés le dimanche durant l'année.

C'est dans ce contexte que la CFDT a lancé une journée nationale d'action dans les magasins, le mardi 10 janvier, journée à laquelle s'est jointe la CGT.

Ainsi à Rennes-Alma,

une centaine de salariés se sont rassemblés devant la surface de vente pendant deux heures. Aux cris de « non au travail du dimanche » et « le dimanche matin, nous sommes à la maison » les employés ont défilé dans le magasin. Ils se sont ensuite rendus dans la galerie du centre commercial pour être vus par les travailleurs des autres enseignes qui, contents de les voir se défendre, les ont applaudis. Ils savent que tôt ou tard ils seront confrontés, eux aussi, à cette pression pour

l'ouverture des enseignes le dimanche.

Dans l'Ouest, d'autres actions ont été menées comme à Angers ou Saint-Brieuc, où une centaine de travailleurs ont fait grève toute la journée en bloquant l'accès du parking aux voitures. Cette journée a été un succès. Elle a conforté la détermination des travailleurs à ne pas accepter ce recul. D'ores et déjà, une nouvelle journée d'action nationale est prévue vendredi 20 janvier.

Correspondant LO

Euralis – Maubourguet : grippe aviaire, le patronat est immunisé

L'usine Montfort (groupe Euralis) de Maubourguet, dans les Hautes-Pyrénées, spécialisée dans le foie gras et la transformation du canard, a réquisitionné une partie des 400 travailleurs pour procéder à l'abattage de centaines de milliers de ces bêtes. La direction en

profite pour imposer une « modulation basse » des horaires à une soixantaine de salariés, les obligeant à prendre des RTT qu'ils devront compenser plus tard, en travaillant quand ça l'arrangera.

Après le chômage partiel et la réduction des embauches de saisonniers,

c'est encore aux seuls travailleurs de supporter les conséquences de la grippe aviaire et de la décision d'abattage. Mais par contre, cette affaire ne coûtera rien à Euralis, l'État prenant tous les frais à sa charge. La grippe aviaire n'épargne que le patronat!

Correspondant LO

PSA – Rennes : les seuls emplois créés sont précaires

La presse locale a fait grand cas de l'annonce faite par PSA d'embaucher 400 intérimaires et CDD pour permettre la production d'un nouveau véhicule à l'usine de La Janais, près de Rennes.

Pas en reste, les notables locaux du Parti socialiste ont tenu à saluer cette annonce comme « une très bonne nouvelle », « très positive pour les salariés ». Ils ne se sont pas oubliés, allant jusqu'à se vanter d'avoir fait « preuve de détermination dans le dialogue constant et exigeant avec PSA ».

En fait de dialogue, ils ont surtout beaucoup cédé aux exigences du groupe, en particulier en achetant des terrains à un prix exorbitant et en accordant des aides à la recherche et développement sur Rennes, alors qu'au même moment le groupe décidait de concentrer cette recherche sur d'autres sites.

Bien sûr, c'est un soulagement pour les salariés que de voir confirmer une augmentation de la production dans cette usine qui était en déclin depuis de nombreuses années. Mais ce sont eux qui payent le prix fort pour satisfaire aux exigences de productivité imposées.

Actuellement il n'y a plus, à la production, que quelque 1 600 ouvriers payés par PSA, une part de plus en plus importante de l'activité étant assurée par des sous-traitants.

La promesse de mise en production du nouveau véhicule a été liée à un accord avec les syndicats (que la CGT n'a pas signé) qui organise une

dégradation des conditions de travail et de rémunération. Blocage des salaires, flexibilité des horaires permanente, succession de jours chômés et d'heures supplémentaires selon le bon vouloir de la direction sont autant d'atteintes à la vie de chacun, de plus en plus soumise à la sacro-sainte production.

Actuellement, celle-ci est assurée par une équipe qui travaille de 7 heures à 15 h 12. Avec la production du nouveau véhicule, la direction a l'intention de mettre en place une autre équipe, qui travaillerait de nuit. Personne ne comprend pourquoi il faudrait une équipe de nuit plutôt qu'une équipe d'après-midi, si ce n'est que cela permettrait à la direction d'accentuer encore la flexibilité et de faire des économies. En effet,



depuis le dernier accord de compétitivité signé par tous les syndicats hormis la CGT en juillet dernier, PSA peut mettre des équipes de nuit à temps partiel, imposant ainsi des horaires ultraflexibles et des paies amputées de 300 à 400 euros. Et même si, dans un premier temps, la nuit est annoncée complète pour susciter le volontariat, rien ne dit qu'il en sera toujours ainsi.

Les patrons de Citroën veulent payer de moins en moins pour les salariés. Les salariés payés « à

l'ancienne » sont encouragés à quitter l'usine ; les nouvelles embauches se font au moindre coût et, de plus en plus, seules les heures correspondant à une production effective sont payées. Avec la flexibilité, en cas de panne sur la ligne, des heures de travail sont reportées automatiquement sur le temps de midi ou le lendemain de la panne.

Les notables du PS sont contents mais les travailleurs vont avoir à faire face à des reculs brutaux.

Correspondant LO

Dassault : les vœux d'un marchand d'armes

Comme à son habitude, début 2017, Serge Dassault n'a pas manqué d'adresser ses vœux aux lecteurs du *Figaro*. Préalablement, dès le 23 décembre, il avait cependant pris soin de s'offrir un joli cadeau de Noël en faisant détruire plus de 800 000 actions Dassault-Aviation.

Cette opération financière avait débuté avec le rachat, à prix d'amis, de ces actions jusqu'alors détenues par Airbus. Mais Dassault lui-même n'a pas mis un centime dans l'opération, c'est la trésorerie de Dassault-Aviation qui a servi à les financer. Ce tour de passe-passe est tout bénéfique pour les actionnaires, au premier rang desquels figure la famille Dassault avec plus de 60% du capital.

L'action Dassault-Aviation a ainsi bondi de plus de 11% en l'espace de trois mois, et surtout les dividendes versés aux actionnaires du fait de la concentration du capital n'en seront que plus plantureux.

Aux travailleurs de l'entreprise, la direction générale déroule son non moins traditionnel discours : cette année, c'est l'annulation de commande de Falcon qui sert de prétexte au

sempiternel refrain alarmiste. Il y a encore seulement quelques mois, à la suite des commandes Rafale à l'export, Trappier, le PDG, claironnait qu'il s'agissait d'une victoire de tous et annonçait même des milliers d'emplois qui en résulteraient.

Non seulement il n'y a pas eu d'embauches, mais aujourd'hui tous ceux qui travaillaient soit en sous-traitance, soit en intérim sur les sites Dassault-Aviation ont été virés. C'est une politique de l'emploi conforme aux vœux du milliardaire et qu'il souhaite généraliser : « Il faut très vite généraliser les contrats



L'un des fils Kadhafi en visite chez Dassault en 2006.

de projets, à durée limitée, qui prennent fin automatiquement quand le projet qui le justifie est arrivé à son terme», écrit-il à l'intention des lecteurs du *Figaro*. Les profits d'abord !

Pour cela Serge Dassault est prêt à s'accorder avec le diable et sa grand-mère : ainsi la presse, photos à l'appui, révélait il y a quelques jours, qu'en 2006, alors que Kadhafi était encore reçu en grande pompe en France par Sarkozy, Dassault tentait, lui, de son côté, de vendre son engin de mort au dictateur. Il mettait ainsi les petits plats dans les grands et offrait au fils du président libyen un essai en vol de démonstration sur le Rafale biplace à Istres, en présence du PDG Trappier. Si finalement l'affaire a capoté, c'est qu'après avoir fait frétiler le marchand de canons, Kadhafi s'était ravisé.

Cela n'empêche pas

Dassault de parler dans ses vœux de lutte contre le terrorisme, avec un cynisme certain : « Ne nous y trompons pas : la bataille contre la barbarie islamiste à l'extérieur et à l'intérieur de nos frontières sera longue, très longue », a-t-il dit. Sans doute ! Car ce ne sont pas les bombardements des populations par l'aviation française, vitrine commerciale de Dassault, ni la vente de Rafale à l'Égypte, en partie financés par l'Arabie saoudite, ni les ventes d'armes au Qatar qui mettront fin au terrorisme. Mais le fait que les guerres au Moyen-Orient puissent durer n'effraie sans doute pas Dassault, ses affaires ne s'en porteront que mieux.

Dassault prodigue ses conseils, donne des leçons de morale et touche les dividendes de la guerre et de l'exploitation.

Correspondant LO

Pollution : particules fines, gros profits

Après le scandale des logiciels truqués de Volkswagen, qui permettaient à ce constructeur de masquer la hauteur réelle de la pollution de ses moteurs diesel, d'autres marques se retrouvent mises en cause. Ainsi Audi, Seat, Skoda, dont on pouvait penser que, faisant partie du groupe Volkswagen, elles utilisaient, sinon le même logiciel, du moins les mêmes procédés.

Mais cela concerne aussi

le groupe Fiat-Chrysler, qui négocie une amende colossale aux États-Unis, afin d'échapper à des poursuites judiciaires qui seraient plus coûteuses. En France, Renault se trouve maintenant dans le collimateur de la justice pour des faits de tromperie analogues, tandis qu'une étude européenne vient de faire planer des soupçons sur un système de dépollution utilisé par certains modèles Citroën.

Tout se passe comme si l'on se trouvait en face d'une sorte de « dieselgate », un terme tout juste créé par les médias, où tremperaient la plupart des constructeurs automobiles.

De l'automobile à l'équipement des centrales nucléaires, de la construction et aux étiquettes trompeuses de l'agro-alimentaire, la course au profit et à la fraude vont de pair.

A.V.

Goodyear – Amiens : un jugement contre les travailleurs

Cinq ouvriers de Goodyear à Amiens condamnés à 12 mois de prison avec sursis, deux condamnés à trois mois de prison avec sursis et un seul relaxé, voilà le jugement rendu par la cour d'appel d'Amiens jeudi 11 janvier, au terme du procès entamé contre eux pour séquestration.

Des centaines de travailleurs et de militants s'étaient rassemblés dès 11 heures ce même jour devant le tribunal d'Amiens, en solidarité avec les huit de chez Goodyear, pour réclamer la relaxe pour tous.

Il faut dire qu'en première instance, le tribunal correctionnel avait rendu un jugement encore plus dur : vingt-quatre mois de prison, dont neuf mois de prison ferme. Ce premier jugement avait profondément choqué l'opinion ouvrière. Des manifestations contre ces condamnations avaient eu lieu dans

différentes villes, et à Paris à l'appel de la confédération CGT, puis à Amiens, le 19 octobre dernier, le jour du procès en appel, à l'initiative du syndicat CGT de Goodyear et de nombreux syndicats et organisations, dont Lutte ouvrière. C'est dans ce contexte que l'avocat général avait voulu prendre, selon ses propres déclarations, des réquisitions d'apaisement. Elles ont été très relatives, car s'il n'a pas réclamé plus de prison ferme, il demandait toujours vingt-quatre mois avec sursis. Pour bien marquer le coup,

pourrait-on dire.

La cour d'appel a été un peu en deçà des demandes de l'avocat général, qui parlait au nom de l'État, mais n'en a pas moins maintenu des condamnations qui sortent de la norme. Alors que les deux cadres retenus par les ouvriers à l'occasion de l'annonce de la fermeture de l'usine d'Amiens avaient retiré leur plainte, la justice a choisi son camp en condamnant ce qu'elle considère comme une « séquestration » de la part d'ouvriers défendant leur emploi.

La solidarité de la classe ouvrière avec ces travailleurs injustement condamnés doit être entière. Face aux condamnations et intimidations qui visent des travailleurs, ceux-ci doivent faire bloc.

Paul Sorel



Justice : de plus en plus de militants et manifestants poursuivis

Le procès contre les travailleurs de Goodyear n'est pas une exception. Pendant toute l'année 2016, des centaines de manifestants contre la loi El Khomri, ou de travailleurs ayant organisé des manifestations pour défendre leur emploi ou leurs droits, ont été poursuivis et renvoyés devant les tribunaux.

Aucun relevé systématique n'a été fait par les syndicats, aucun recensement précis de ces attaques qui touchent le monde du travail et le droit de manifester. C'est un choix délibéré de la part des dirigeants des centrales syndicales. Reste que pratiquement dans chaque département des militants ont été confrontés à des procès. En particulier des manifestants contre la loi El Khomri se sont retrouvés condamnés à des peines de prison avec sursis souvent, mais aussi à

des peines de prison ferme, en application des recommandations du gouvernement Hollande-Valls.

Cette volonté de sanctionner la contestation est particulièrement illustrée par la dernière comparution en date devant un tribunal, mardi 17 janvier. Six syndicalistes CGT et FO ont été assignés devant le tribunal d'Haguenau, en Alsace, pour avoir manifesté contre la loi travail sans avoir sollicité une demande

d'autorisation préalable. Comme le note le secrétaire général CGT du Bas-Rhin, il n'est reproché, « ni casse, ni dégradations, ni aucun affrontement avec les forces de l'ordre », simplement le fait d'avoir manifesté sans autorisation. Le procureur a tenu à ce que le procès ait lieu coûte que coûte, sur les instructions de sa hiérarchie bien évidemment, c'est-à-dire sous contrôle du ministère de la Justice.

P.S.

ArcelorMittal – Dunkerque : l'État condamné

Le 9 décembre 2016, le préfet du Nord avait pris un arrêté de réquisition de travailleurs d'ArcelorMittal Dunkerque en grève pour leurs salaires. C'était un soutien clair aux patrons du trust de l'acier.

Depuis, le tribunal, saisi

par le syndicat CGT, y a vu une tentative de s'opposer à l'exercice du droit de grève, a déclaré la réquisition illégale et a condamné l'État à verser 1 000 euros à la CGT. Un retour de bâton bienvenu.

Correspondant LO

Groupe Allia : plan de licenciements retiré



Lundi 16 janvier, la direction d'Allia, du groupe suisse Geberit, a dû retirer son plan de licenciements lors du comité central d'entreprise à Samoreau, près de Fontainebleau. 200 salariés s'étaient rassemblés ce jour-là devant ce qui est le siège social de l'entreprise.

Ainsi, les 82 salariés de l'usine de production de céramique de La Villeneuve-au-Chêne (Aube) et les 177 salariés de celle de Digoïn (Saône-et-Loire) ont contraint Allia à annuler son plan dit de sauvegarde de l'emploi (PSE) visant la fermeture des deux usines de production en janvier.

Dans le cadre des obligations légales de mise en place du PSE de Allia, la direction n'avait pas hésité à consulter en décembre les élus du personnel du centre logistique de Selles-sur-Cher alors que leurs mandats étaient terminés. Elle n'avait pas pris la peine d'organiser au préalable de nouvelles élections. Cette fois, elle n'a pas osé passer outre aux injonctions de la Direccte, (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi).

Mais surtout, la direction d'Allia a cédé aux travailleurs des usines de La Villeneuve et de Digoïn qui n'avaient pas cessé de montrer qu'ils n'acceptaient pas

cette logique patronale de prétendues difficultés « à cause des coûts trop élevés de production ». Les manifestations dans l'Aube, en Saône-et-Loire et même en Suisse, au siège de Geberit, les débrayages et blocages des accès des usines de La Villeneuve et de Digoïn ont permis d'imposer l'annulation du PSE.

L'intersyndicale compte sur ce qui représente au moins un report de quelques mois de la fermeture des deux usines de production, pour trouver un repreneur. En tout cas, Allia n'en a pas fini avec les travailleurs menacés de licenciement, ni avec les intérimaires. Ainsi, treize intérimaires de La Villeneuve-au-Chêne ont attaqué en Prud'hommes pour obtenir que leurs contrats soient requalifiés en contrats à durée indéterminée. En effet, au mépris de la loi, Allia faisait travailler en permanence des dizaines d'intérimaires à des postes clés pour la production.

Correspondant LO

Brochures de Lutte ouvrière

La guerre d'Algérie : choix de textes de Voix ouvrière 1957-1965 – 10 €

Mai-juin 68 : histoire et leçons d'une explosion sociale – 8 €

1936 : le sursaut du monde ouvrier – 6 €

Portugal – la révolution des œilletons (1974-1979) – 8 €

Le passage des Pyrénées, Antonio Mateu – 5 €

La grève Renault, 25 avril-16 mai 1947
Pierre Bois – 3 €

Chausson 1992-1995, histoire d'une lutte ouvrière – 4 €

La grève générale aux Antilles, janvier-mars 2009
Combat ouvrier – 3 €

Chants révolutionnaires et contestataires – 7 €

Merci d'envoyer la commande accompagnée d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière.

Les frais de port sont de 1 euro pour une brochure, 2 euros pour deux ou trois brochures, franco de port au-delà.

Lutte ouvrière BP 20029 – 93501 Pantin Cedex

Hôpitaux: grippe, les mensonges du gouvernement

Alors que les services des urgences dans les hôpitaux sont débordés face à l'afflux des victimes de l'épidémie de grippe, la ministre de la Santé Marisol Touraine s'est déclarée sereine: « Les hôpitaux sont face à une situation de tension mais la situation est maîtrisée. »

La déclaration est d'autant plus choquante que, peu auparavant, la même ministre avait appelé les hôpitaux à reporter leurs opérations « non urgentes ».

D'après un responsable du Samu, « certains hôpitaux sont tellement surchargés que les ambulanciers ne peuvent même plus décharger leurs patients, la situation est extrêmement critique ». Cette situation est la conséquence des politiques d'économies imposées au secteur hospitalier: 100 000 lits ont été

supprimés ces dernières années, des milliers de postes ont disparu, les budgets ont été amputés de 4 milliards en trois ans. La désertification médicale amplifie les difficultés: dans certaines localités, les salles d'attente des rares médecins de ville sont vite remplies et les malades affluent alors vers les urgences hospitalières. C'est toute l'année que les salariés des hôpitaux sont débordés et font des heures supplémentaires, et que les patients attendent des semaines, voire des mois,

pour une opération.

Il n'est donc pas étonnant que le système hospitalier en surchauffe permanente se grippe du fait de l'épidémie actuelle. Pourtant une épidémie de cette ampleur se produit en moyenne tous les quatre à cinq ans, et il serait largement à la portée de l'État de l'anticiper.

Mais, comme leurs prédécesseurs de droite, les gouvernements socialistes ont préféré consacrer l'argent public à arroser le grand patronat de subventions et d'aides de toutes sortes. Quitte à sacrifier pour cela le secteur de la santé et à mettre ainsi en danger la vie de toute une partie de la population.

Stéphane Fort



Rennes: urgences surchargées

Depuis plusieurs jours, les Urgences du CHU de Rennes connaissent un afflux de patients, pour beaucoup touchés par l'épidémie de grippe et qui, du fait de leur âge, ont besoin d'une hospitalisation.

La direction affirme avoir ouvert des lits supplémentaires. Mais pour les

syndicats, la situation est insupportable, tant pour les patients et leur famille, que pour le personnel. Ils dénoncent des Urgences à plus de 300 % d'occupation, avec des malades au pronostic vital engagé qui restent dans les couloirs!

Correspondant LO

Gouvernement : démagogie antifonctionnaires

Dans une interview donnée au Parisien le 15 janvier, la ministre de la Fonction publique Annick Girardin a annoncé l'envoi prochain dans toutes les administrations d'une circulaire consacrée à l'absentéisme.

Il s'agit de « rappeler que les fonctionnaires devaient être exemplaires », a expliqué la ministre. Et

visiblement de ne pas laisser à la droite le terrain de la démagogie antifonctionnaire dans cette période électorale.

Cette circulaire se contentera de rappeler l'obligation légale de déclarer son arrêt maladie sous 48 heures. Mais même si elle s'en défend, la ministre participe à une campagne

que l'on voit se déployer à tous les niveaux. Fillon a fait de la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires l'un de ses chevaux de bataille. De nombreuses mairies, de droite comme de gauche, multiplient les attaques contre les fonctionnaires territoriaux en faisant dépendre certaines primes du nombre d'arrêts

maladie.

Dans son interview, la ministre commence par reconnaître qu'entre le privé et le public, sur la question de l'absentéisme, « au-delà des clichés, les ordres de grandeur sont (...) proches: en 2015, 3,9 % des agents du public ont pris au moins un jour d'arrêt au cours d'une semaine donnée, contre 3,7 %

des salariés du privé. » Cela ne l'empêche pas d'apporter sa contribution à cette propagande mensongère.

Au-delà de ses arrières-pensées électorales, en cherchant à opposer les salariés du public à ceux du privé, la ministre est bien dans la ligne patronale du gouvernement

Aline Urbain

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2017.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX. Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Présidentielle 2017

Nathalie Arthaud, candidate communiste Faire entendre le camp des travailleurs



Selon que vous serez milliardaire ou ouvrier...

Deux jugements, à deux jours d'intervalle, les 11 et 12 janvier, illustrent à point nommé ce qu'est la justice de classe et l'actualité de ce qu'écrivait Jean de La Fontaine il y a près de 500 ans: «*Selon que vous serez puissant ou misérable les jugements de cour vous rendront blanc ou noir*».

Mercredi 11 janvier, si elle a réformé le jugement de première instance qui condamnait huit ouvriers de Goodyear Amiens à neuf mois de prison ferme, la cour d'appel d'Amiens a tenu à donner des gages au patronat et à la volonté répressive du gouvernement socialiste. Elle a prononcé des condamnations qui se

veulent exemplaires en direction du monde ouvrier: cinq ouvriers et militants CGT ont été condamnés à douze mois de prison avec sursis; et c'est pour faire passer cette lourde condamnation que deux autres militants ont vu leur condamnation ramenée à trois mois avec sursis et que le dernier a été relaxé. Tout cela alors que les cadres retenus quelques heures au moment de l'annonce de la fermeture de l'usine avaient retiré leur plainte.

Il s'agit bien d'un message en direction de l'ensemble du monde du travail pour montrer ce que la justice réserve à ceux qui se révoltent contre la dictature

patronale. Ainsi, toujours à Amiens, sans parler des dizaines de condamnations à travers tout le pays, la même justice avait condamné en septembre dernier cinq jeunes manifestants contre la loi travail de deux à six mois de prison avec sursis et à 87 000 euros de dommages et intérêts pour avoir brûlé des pneus sur la voie publique.

À l'opposé, jeudi 12 janvier, le tribunal de Paris vient de faire bénéficier d'une relaxe générale la famille Wildenstein, pour avoir soustrait au fisc la déclaration des avoirs estimés à plusieurs milliards d'euros, par des manœuvres que le tribunal a pourtant

reconnues comme avérées. Et cela en déclarant que sa décision «*pouvait être incomprise*». Certes! Après la condamnation de Christine Lagarde, ex-ministre des Finances, et la dispense de peine qui l'a accompagnée, on assiste à une belle leçon de justice de classe.

En tous les cas je tiens à m'élever contre la condamnation des sept ouvriers de Goodyear en continuant à demander la relaxe pour eux et pour tous les travailleurs et militants injustement poursuivis et condamnés depuis des mois dans le pays.

Communiqué de Nathalie Arthaud, le 12 janvier

Supprimer la propriété privée des entreprises et des banques!

L'institut France Stratégie, rattaché à Matignon, vient de publier un rapport intitulé: «*Comment éviter une société d'héritiers?*» Pour commenter ce rapport, Nathalie Arthaud a été invitée le 16 janvier à débattre sur France Culture sur le thème «*l'héritage est-il injuste?*» Elle a pu ainsi défendre un point de vue communiste sur la question.

Après bien d'autres, ce rapport constate que «*le patrimoine des Français grossit et se concentre*», aggravant les inégalités dans la société. Prétendant «*limiter la perpétuation des inégalités d'une génération à la suivante*» et «*prévenir la formation d'une société d'héritiers*», ce rapport préconise une réforme des droits de succession. Il va jusqu'à suggérer la création d'une «*dotacion en capital*» versée à tous les jeunes adultes, héritiers ou pas,

à l'instar du revenu universel à la mode dans cette campagne présidentielle.

Ce genre de proposition relève de l'enfumage électoral. Derrière les mots «*patrimoine*» et «*héritiers*», ce rapport mélange ceux qui héritent, bien légitimement, d'une maison familiale achetée après une vie de travail ou des années de crédit et les vrais héritiers que sont, par exemple, Liliane Bettencourt, Serge ou Olivier Dassault, Ernest Antoine Seillière, rejeton

de la famille de Wendel.

La «*société d'héritiers*», c'est celle de ces dynasties bourgeoises à la tête d'empires industriels. Ceux-là n'ont pas seulement un immense patrimoine, ils ont surtout du capital qu'ils accroissent en exploitant le travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête à vendre pour vivre. Cela a commencé pour certains avec les plantations et le commerce des esclaves. Cela continue avec l'exploitation de travailleurs dans des usines, des bureaux, des magasins, qui permettent à une Liliane Bettencourt d'accumuler un million d'euros supplémentaires par jour. Et quand de nouveaux venus rejoignent le club restreint des milliardaires, comme Bill Gates ou Steve Jobs, ce n'est

pas d'abord grâce à leur génie mais à l'exploitation de milliers de travailleurs, du Congo à la Chine.

Alors, bien sûr il faut abolir l'héritage du capital. Mais plus que l'héritage, c'est la propriété privée sur les moyens de production qu'il faut supprimer. Propriété privée que toutes les lois, toutes les institutions de l'État servent à protéger.

C'est pourquoi aucune réforme des droits de succession ne mettra un terme à la «*société d'héritiers*» tant que cette classe capitaliste n'aura pas été expropriée, tant que les grandes banques et les grandes entreprises n'auront pas été mises au service de la collectivité, sous le contrôle des travailleurs.

Xavier Lachau

Sur le blog: quand le froid est mortel

Il fait -13 °C à Winnipeg (Canada), -20 °C à Appenzell (Suisse) et à Samara (Russie). Et ce n'est pas exceptionnel. Ici, avec nos -5 °C à Paris, nous ne sommes pas loin de la panique: les hôpitaux sont débordés non seulement du fait de l'épidémie de grippe, mais aussi des chutes sur le verglas. Côté électricité, le système est «*sous haute surveillance*» car, du fait de quelques réacteurs nucléaires à l'arrêt, il pourrait y avoir des coupures.

Et, pire encore, des milliers de femmes et d'hommes sont en danger de

mort, parce que l'État n'est pas capable de proposer un hébergement à chaque sans-abri, Alors le gouvernement... diffuse des spots à la radio pour nous dire de composer le 115 si nous voyons une personne en détresse dans la rue!

On nous rebat les oreilles avec la société moderne et ses innovations extraordinaires. On nous promet un futur robotisé, des maisons intelligentes, qui contrôlent et adaptent la température de chaque pièce en fonction de la température extérieure et en

fonction de ce qu'on y fait. C'est vrai, tout cela est devenu possible, ces technologies existent. Et pourtant, au 21^e siècle, dans un pays riche comme la France, l'État n'est pas capable d'anticiper une baisse des températures, pourtant prévisible en cette saison.

La voilà, la société capitaliste «*moderne*»: une économie dans laquelle on peut être à la rue parce qu'on a perdu son emploi puis son logement, ou parce qu'on a un travail trop précaire et trop mal payé pour payer un loyer; une société

où le nombre de logements abordables et confortables reste ridiculement faible par rapport aux besoins; une société où des millions de logements et de bureaux sont vides pendant que, d'après la fondation Abbé-Pierre, un million de personnes sont sans logement et 3,8 millions sont mal logées; une société où des millions de familles ont froid chez elles, parce que cela leur coûte trop cher de se chauffer... Voilà une société malade, hiver comme été, du capitalisme!

Nathalie Arthaud

• Réunions • publiques

• La Rochelle

• **Mardi 24 janvier**
• à 20 heures
• Salle Amos Barbot
• 37, rue du Collège

• Mulhouse

• **Samedi 28 janvier**
• à 16h30
• Société industrielle
• de Mulhouse
• 10, rue de la Bourse

• Le Havre

• **Jeudi 2 février**
• à 19 heures
• Salle René Cassin
• 130, rue Anatole-France

• Montpellier

• **Vendredi 3 février**
• à 20 heures
• Salon du Belvédère Corum
• Esplanade Charles-
• de-Gaulle

• Nice

• **Samedi 4 février**
• à 15 heures
• Splendid Hotel
• 50, boulevard Victor-Hugo

• Troyes

• **Mardi 7 février**
• à 19h30
• Hôtel du Petit Louvre
• 1, rue Linard-Gonthier

• Caen

• **Jeudi 9 février**
• à 20 heures
• Centre des Congrès
• 13, rue Albert-Sorel

• Meeting • Paris

• **Dimanche**
• **26 mars**
• à 15 heures

• **Eurosites**
• **Dock Pullman -**
• **Bâtiment 137**
• **Avenue des**
• **Magasins-Général**
• **Saint-Denis**
• **- Aubervilliers**
• **Métro: Front Populaire**